

ENQUÊTE

Dans la tête des abstentionnistes

À l'écoute de ceux qui se taisent

_Raphaël Llorca

_Laurence de Nervaux



**Destin
Commun**

More in Common France

Fondation
Jean Jaurès
ÉDITIONS

Raphaël Llorca est communicant et membre de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation Jean-Jaurès. Il est l'auteur de *La Marque Macron. Désillusions du Neutre* (L'Aube, 2021) et des *Nouveaux Masques de l'extrême droite. La radicalité à l'ère Netflix* (L'Aube/Fondation Jean-Jaurès, 2021).

Laurence de Nervaux dirige Destin Commun depuis juin 2021. Diplômée de l'ENS Ulm, de Sciences Po et de Princeton, elle a travaillé au French Institute-Alliance française de New York, au Centre des monuments nationaux et à la Fondation de France, dont elle a notamment piloté les enquêtes nationales sur l'isolement et la solitude en France.

À propos de Destin Commun :

Destin Commun est un laboratoire d'idées et d'actions créé en 2017 pour lutter contre les phénomènes de polarisation et de fragmentation qui fragilisent la démocratie et la cohésion sociale, à travers une méthodologie d'étude fondée sur la recherche en psychologie sociale. Ses travaux alimentent la stratégie de nombreux acteurs de la société (médias, associations, syndicats, groupes de foi, entreprises...).

Destin Commun est une association de loi 1901, aconfessionnelle et non partisane. C'est la branche française du réseau More in Common, également implanté en Allemagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

« Les moutons vont à l'abattoir. Ils ne se disent rien, eux, et ils n'espèrent rien.
Mais du moins ils ne votent pas pour le boucher qui les tuera, et pour le bourgeois
qui les mangera. Plus bête que les bêtes, plus moutonnier que les moutons, l'électeur nomme
son boucher et choisit son bourgeois. Il a fait des Révolutions pour conquérir ce droit. »

Octave Mirbeau, *La Grève des électeurs*¹

« On est trop petits. C'est comme quand on va à la boucherie
ou à la CAF, on prend un numéro et c'est tout. »

Anne, 48 ans, Villers-lès-Nancy

« Faudrait peut-être aller voter, fit un imprudent. Son idée récolta des onomatopées et
quelques protestations. Pour ce que ça rapportait. Pour ce qu'on en avait à foutre.
On repensa alors à tout ce barnum, le fascisme et les start-uppeurs, c'était un monde
à n'y rien comprendre... Heureusement, les conversations reprirent vite leur cours habituel.
On savait se tenir et la politique n'était pas un sujet pour un lendemain de noce. »

Nicolas Mathieu, *Connemara*²

1. Octave Mirbeau, *La Grève des électeurs* (1888), Paris, L'Herne, 2014.

2. Nicolas Mathieu, *Connemara*, Arles, Actes Sud, 2022.

Introduction

D'élection en election, de scrutin en scrutin, les commentaires se suivent et se ressemblent : « l'abstention, premier parti de France ». Sur les plateaux télévisés, les hommes et femmes politiques veulent tous « avoir un premier mot pour l'abstention, qui atteint ce soir des scores inégalés ». De guerre lasse, l'abstention s'est imposée dans le paysage du commentaire politique comme une sorte de figure imposée. À force, on finirait presque par s'y habituer.

Dès 2007, Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen alertaient sur le risque pour la France de basculer dans une « démocratie de l'abstention¹ » : à maints égards, nous y sommes. Alors que plus d'un quart du corps électoral n'a pas voté au premier tour de l'élection présidentielle, et que plus de la moitié compte s'abstenir au premier tour des législatives, l'abstention peut être considérée comme une des principales lignes de division qui traversent la société française, entre ceux qui s'expriment, et ceux qui se taisent. C'est que l'abstention nourrit une alarmante désaffection démocratique : selon une enquête conduite par Destin Commun en 2021, 37 % des Français considèrent que « pour les gens comme moi, vivre sous un régime démocratique ou non démocratique ne ferait pas de différence. »

Mais derrière l'abstention, que savons-nous vraiment des abstentionnistes ? Derrière le phénomène, que savons-nous des gens qui le constituent ? Depuis longtemps, les enquêtes d'opinion et la science politique ont su bâtir le profil-type de l'abstentionniste, qui est statistiquement plus jeune, plus modeste et moins éduqué que la population générale. Mais ces données n'épuisent pas l'ensemble des facettes de l'abstentionnisme. En complément des analyses

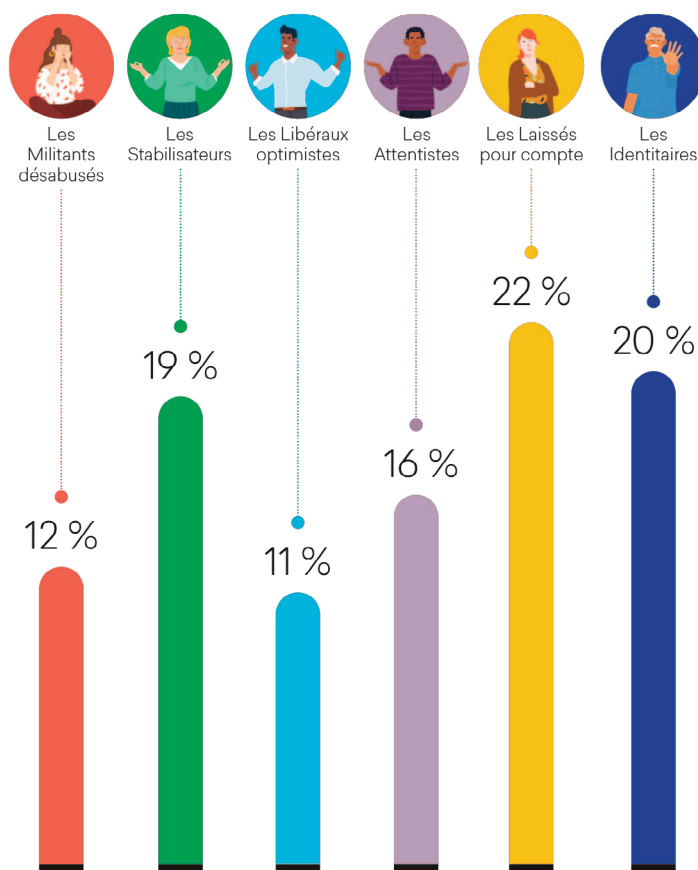
quantitatives, nous avons voulu mener une approche qualitative : elle permet de connaître plus finement et d'approcher avec plus de granularité le profil de « l'abstentionniste » – qui, en réalité, a plusieurs visages. Surtout, l'approche qualitative nous permet de croiser les indicateurs socio-économiques et démographiques traditionnellement mobilisés dans l'analyse des déterminants de l'abstention, avec des éléments permettant de cerner leurs valeurs profondes, leurs perceptions, leurs peurs et leurs aspirations. Nous avons voulu rentrer dans la tête des abstentionnistes : qu'est-ce qui les rend heureux ? Comment occupent-ils leur temps libre ? Que regardent-ils à la télévision ?

C'est précisément ce que permet la grille de lecture développée par Destin Commun, fondée sur la recherche en psychologie sociale. Cette segmentation attitudinale de la société française est construite selon la méthode du *clustering* à partir d'une batterie de plus de soixante questions relatives aux fondements moraux, aux orientations psychologiques et aux appartenances de groupe. Elle permet de distinguer six grandes familles de Français, toutes très homogènes en termes de valeurs et de visions du monde : les Militants désabusés, les Stabilisateurs, les Libéraux optimistes, les Attentistes, les Laissés-pour-compte et les Identitaires. Si l'auto-positionnement politique et les intentions de vote n'ont pas été utilisées pour constituer ces groupes, ils s'avèrent extrêmement prédictifs des opinions et des aspirations.

La méthodologie choisie pour cette étude qualitative a mobilisé la réalisation, avec Kantar Public France, de six *focus groups* de deux heures, du 19 au 31 mai 2022. Chaque groupe a réuni six personnes issues d'un des

1. Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, *La Démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Gallimard, 2007.

Figure 1. Les six familles de Français (typologie : Destin Commun)



six segments de la typologie de Destin Commun, le principe d'homogénéité des profils limitant l'auto-censure et permettant une parole plus libre. Trente-six personnes ont donc été interrogées au total, dans un format de conversation guidée, mais très libre, où chacun a pris la parole spontanément et réagi aux propos des autres. Tous les participants ont été recrutés parmi les abstentionnistes du premier tour de l'élection présidentielle d'avril 2022.

Dans un premier temps, cette note présente une cartographie des différentes raisons évoquées pour justifier l'abstention, en les répartissant selon deux axes : le sujet de l'abstention (la politique *versus* les politiques) et l'objet de l'abstention (le fond/la finalité *versus* la forme/les moyens). Nous avons ainsi pu distinguer quatre grandes catégories explicatives de l'abstention : la perte de foi en la politique ; les carences démocratiques ; le fossé entre les gouvernants et les citoyens ; l'ethos (manière d'être) du personnel politique.

Dans un deuxième temps, nous nous sommes efforcés de dépeindre le paysage mental des abstentionnistes, en décryptant leurs loisirs, leurs sujets d'inquiétude, leur consommation médiatique et leur rapport à l'engagement. Si tous éprouvent une forme commune de grand malaise, tous n'opèrent pas le même repli de la vie politique – on peut en distinguer quatre formes : le retrait, l'échappée, le cocon et la recherche d'alternative.

Cette étude nous a permis de dégager des tendances, de repérer des ressorts inattendus de l'abstention et de faire des observations contre-intuitives : un abstentionniste militant regarde régulièrement Public Sénat, et plusieurs personnes n'ayant pas voté à la présidentielle disent qu'elles le feront aux législatives. Plus largement, le principal cliché que cette étude a remis en cause est l'idée selon laquelle l'abstention serait synonyme de désintérêt pour la politique : lorsqu'on aborde ce sujet, la grande majorité des participants à cette étude s'animent, sont informés

et expriment leurs opinions. Ils ne sont donc, pour la plupart, pas totalement hermétiques ou indifférents vis-à-vis de la politique, mais plutôt dans un rapport critique, selon des modalités plus ou moins radicales.

Ces analyses aboutissent à une nouvelle typologie des abstentionnistes, selon les six segments identifiés par Destin Commun : la défiance généralisée (les Identitaires), les primo-abstenants exigeants (les Libéraux optimistes), les modérés lassés (les Stabilisateurs), la douloureuse désillusion (les Militants désabusés), du détachement au renoncement (les Attentistes), et les abandonnés abandonnent (les Laissés-pour-compte).

La troisième partie est consacrée au rapport qu'entretiennent les abstentionnistes avec ce qui constitue à la fois l'un des défis collectifs majeurs de notre société, mais aussi probablement l'une de ses zones

de friction les plus importantes : l'écologie. Si on les compare à la population générale, on découvre que les abstentionnistes ne sont ni moins sensibles, ni moins inquiets sur ce sujet : de même, dans leur vie quotidienne, ils ne sont pas moins mobilisés. Mieux : l'écologie apparaît comme l'un des rares sujets qui peuvent constituer la matrice d'un nouveau projet commun, susceptible de faire revenir un certain nombre des abstentionnistes dans les urnes – à condition de lever un certain nombre de freins, que nous avons identifiés.

En nous appuyant sur les inquiétudes, les tensions et les mécontentements exprimés, nous concluons notre étude par une série de pistes d'action pour tout à la fois lutter contre l'abstention et faire de la transition écologique une matrice de commun, y compris pour ceux qui se tiennent à l'écart de la vie démocratique.

Les raisons de l'abstention

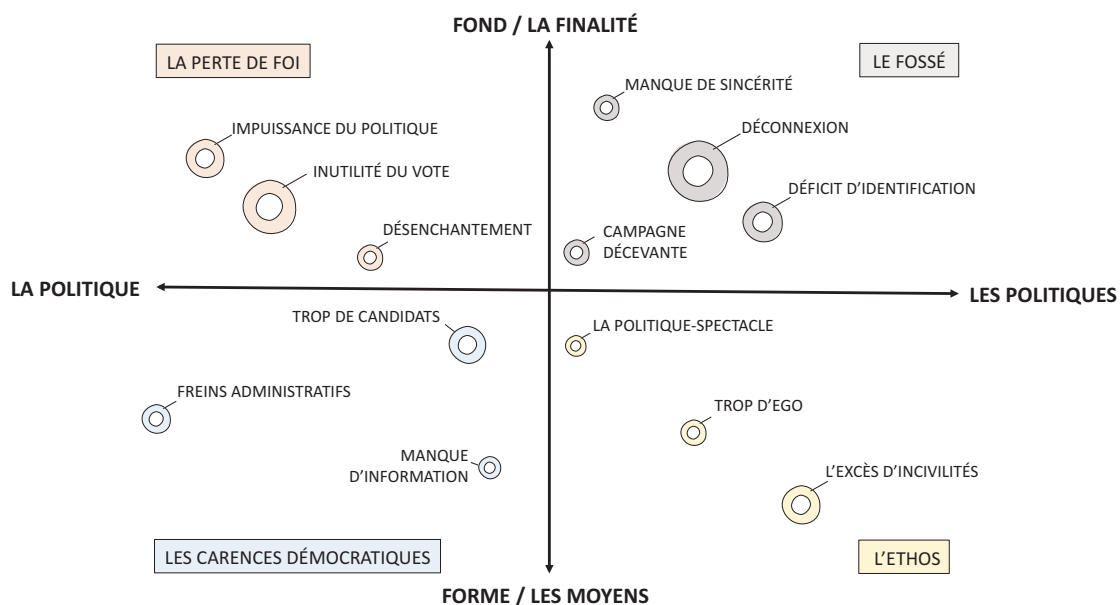
Les travaux en sciences politiques et les différentes enquêtes d'opinion ont depuis longtemps montré que l'abstention n'était jamais uni-factorielle. Dans un rapport consacré à l'abstention¹, la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol) montrait par exemple que parmi les raisons avancées pour l'abstention à l'élection présidentielle, on trouvait aussi bien l'idée que « la politique en général ne vous intéresse pas » que la volonté de « protester contre le système politique actuel ».

En interrogeant les six groupes de Français sur les raisons de leur abstention au premier tour de la dernière élection présidentielle, nous avons été frappés par la diversité des réponses recueillies. Pour simplifier l'analyse, nous avons cherché à les ranger en

grandes catégories explicatives. Il nous est apparu que nous pouvions les classer selon deux grands axes :

- l'axe horizontal désigne le sujet de l'abstention, avec d'un côté des griefs à l'encontre de la politique en général (comprise au sens d'organisation de la vie de la Cité, de prise en charge des préoccupations et de cadre de résolution des conflits), et de l'autre des griefs à l'encontre des politiques (au sens de personnel politique, c'est-à-dire les gouvernants ou les candidats ayant en charge ou aspirant à diriger la politique de la Nation) ;
- l'axe vertical désigne l'objet de l'abstention, avec d'un côté des critiques concernant le fond ou la finalité de l'action politique et de l'autre des critiques concernant la forme ou les moyens utilisés.

Figure 2. Cartographie des raisons de l'abstention



1. Rapport pour l'Assemblée nationale sur l'abstention, Fondapol, novembre 2021.

En croisant ces deux axes, on peut distinguer quatre grandes raisons de l'abstention : la perte de foi, les carences démocratiques, le fossé et l'éthos. Graphiquement, nous nous sommes efforcés de faire ressortir la récurrence des arguments avancés, en les faisant apparaître de façon proportionnelle au volume de réponses recueillies : plus le cercle est gros, plus l'argument correspondant a été avancé par un nombre important de participants à l'enquête.

La perte de foi

En croisant le rapport à la politique en général et la question de sa finalité, nous observons ce qui relève certainement des racines les plus profondes de l'abstentionnisme : la perte de foi en la politique. La métaphore religieuse n'est pas fortuite : de la même façon qu'à partir des années 1960 les fidèles ont déserté les églises et se sont massivement détournés du rituel de la messe dominicale, les électeurs désertent aujourd'hui les urnes et ce que Jérôme Fourquet et Jérémie Peltier appellent le « rituel républicain » du vote :

« Le vote revêt lui aussi une dimension rituelle qui peut s'apparenter à une communion républicaine. Comme pour la messe, on vote aussi un dimanche, souvent en famille, et le passage dans l'isoloir comme devant l'assesseur confère à ce moment particulier un aspect solennel et cérémonial, à l'image de la communion. À l'époque où la participation était importante, l'affluence dans les bureaux de vote nourrissait chez l'électeur le sentiment d'appartenance à la communauté nationale comme des bancs garnis à l'église renforçaient chez les catholiques le sentiment d'appartenir au peuple des chrétiens¹. »

Dès lors, poursuivent les auteurs, en observant que 82 % des moins de trente-cinq ans ne se sont pas déplacés au premier tour des élections régionales

(juin 2021), la hausse tendancielle de l'abstention peut être lue comme un « renouvellement générationnel, avec le remplacement progressif des générations ayant baigné dans ce que Jean-François Sirinelli appelle la « civilisation républicaine », par des cohortes démographiques entretenant un rapport beaucoup plus distendu et désacralisé au vote ».

Toutefois, il n'y va pas que d'une question de pratique perdue par les plus jeunes générations car sur les trente-six personnes interrogées, les deux tiers ont plus de trente-cinq ans. La perte de foi est plus générale et touche au questionnement métaphysique de la croyance dans les capacités du politique à « changer la vie », à avoir un impact tangible sur le quotidien des gens. Souvent évoquée spontanément lors de nos échanges, la perception d'une impuissance du politique affleure à des degrés divers – du doute autour de l'application concrète des promesses de campagne à la dénonciation d'une « vaste escroquerie » :

« Je n'arrive pas à croire que les promesses annoncées seront réalisées, c'est toujours un peu marketing. Ce sont beaucoup de promesses générales pour parler au plus grand nombre, mais je ne crois pas qu'elles aboutissent à une quelconque modification réelle de mon quotidien... »

Yazid, 25 ans, Lyon (Stabilisateurs)

« **Le président élu, c'est presque un pantin, est-ce qu'il aura vraiment une marge de manœuvre ?** »

Mathieu, 33 ans, Rouen (Attentistes)

« Je tiens à vous le dire : j'ai été très impliqué politiquement à gauche, jusqu'à être délégué syndical pendant des années, mais j'ai claqué la porte car je me suis rendu compte que c'était une vaste escroquerie. »

Laurent, 58 ans, Phalempin (Militants désabusés)

De fait, selon une enquête menée en 2021 par Destin Commun², seuls 18 % des Français estiment que les décisions prises par les politiques ont un impact positif sur leur vie, contre 48 % qui estiment qu'ils ont un impact négatif et 34 % qu'elles n'ont aucun impact.

1. Jérôme Fourquet et Jérémie Peltier, *Abstention aux régionales : manifestation spectaculaire de la crise de foi républicaine*, Fondation Jean-Jaurès, 7 juillet 2021.

2. « It's complicated. People and Their Democracy in Germany, France, Britain, Poland and the United States », More in Common & Fondation Robert Bosch, 2021.

Deuxième élément attestant d'une perte de foi en la politique, le sentiment d'inutilité du vote, très largement partagé par les abstentionnistes interrogés. En creux, on trouve l'idée du « c'est toujours la même chose ». Dans les arguments avancés, on trouve d'abord la frustration du citoyen-consommateur qui, tout biberonné qu'il est aux injonctions d'*empowerment* personnel (« *Just Do It* », « *Sky is the limit* »...), prend conscience qu'il est bien incapable d'influencer à lui tout seul le cours d'un scrutin – sans que cela ne signifie automatiquement un désintérêt pour la politique :

« Ce n'est pas du tout que je me désintéresse du politique, c'est un sujet important. Mais il y a ce doute : au final, est-ce que ça va changer quoi que ce soit ? Est-ce que mon vote a une réelle utilité ? »

Yazid, 25 ans, Lyon (Stabilisateurs)

« Ce n'est pas mon vote qui aurait changé grand-chose. »

Anne, 48 ans, Villers-lès-Nancy (Identitaires)

On trouve aussi la lassitude du citoyen-spectateur qui, habitué à consommer des récits haletants, se désespère de connaître d'avance le dénouement du scrutin – ce qui renforce le sentiment d'inutilité du vote :

« À 99 %, je connaissais le résultat par avance. »

Stéphanie, 45 ans, Paris (Identitaires)

« Quelque part, je connaissais déjà les résultats du premier et du deuxième tour, je n'aurais eu aucun impact. »

Christine, 44 ans, Nantes (Militants désabusés)

Dernier argument attestant de la perte de foi en la politique, le vif sentiment d'un désenchantement. À écouter les abstentionnistes interrogés, on retrouve des raisonnements très proches du « désenchantement du monde¹ » que Max Weber pensait engendré par la rationalisation et l'intellectualisation du monde moderne. De même que l'avancée des sciences et des techniques a levé le charme dans lequel la magie, puis la religion enveloppaient les hommes, la technocratisation et la professionnalisation de la vie politique ont progressivement levé le charme des grandes utopies collectives. À force de rabougir l'au-delà (la transcendance) et de surinvestir l'ici-bas (l'immanence), le monde politique

aurait abandonné toute quête de sens et beaucoup de l'aura qui l'accompagnait :

« Je suis déçu que la politique ne soit plus exercée avec passion. C'est devenu un métier, et ce n'est pas normal. Je préfère avoir des gens qui me représentent par passion que des gens qui veulent s'enrichir sur le dos des autres. »

Jonathan, 38 ans, Montigny-lès-Cormeilles (Libéraux optimistes)

Tous ces éléments faisant état d'une perte de confiance dans la capacité du système politique à produire du changement sont le terreau de prises de position plus militantes, qui ne présentent pas l'abstention comme un choix passif par défaut, mais au contraire comme un choix assumé de contestation d'un système jugé comme inefficace et corrompu :

« J'en ai marre de voter pour mon droit de vote. J'en ai marre de voter pour contrer quelqu'un d'autre, et pas pour mes idées. Est-ce qu'il ne faut pas quelque chose qui dérange [s'abstenir] pour faire bouger les choses ? »

Christine, 44 ans, Nantes (Militants désabusés)

« Le vote blanc symbolise le désaccord avec les candidats. L'abstention dit la volonté de réformer tout le système. L'abstention, pour moi, c'est un vote. »

Tony, 44 ans, Montpellier (Attentistes)

« Depuis Cahuzac, les scandales, tout ça, je fais une révolution silencieuse : je ne veux plus cautionner le système. Je n'irai plus voter tant que le vote blanc ne sera pas reconnu. »

Arnaud, 35 ans, Charvieu-Chavagneux (Laissés-pour-compte)

Déçus par l'incapacité de la politique à produire du changement, certains abstentionnistes sont tentés de justifier le recours à la violence :

« La violence ne justifie pas tout, mais je comprends le principe des black blocs. Quand on est dans un État qui n'écoute plus, et quand on est dans une société de l'image, ça parle beaucoup plus aux gens de voir des cocktails molotov... Regardez les végétariens : ils font des *happenings* super violents, avec du sang d'animaux sur les murs, etc., c'est beaucoup plus efficace que des pétitions ou des modes de communication plus *soft*. »

Christophe, 40 ans, Tours (Laissés-pour-compte)

1. Max Weber, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Pocket, 1989 [1904].

Vers les législatives : y a-t-il une « trappe à abstention » ?

L'étude sur le rapport des Français à la démocratie menée par Destin Commun en 2021¹ a montré qu'une forme de vote intermittent s'est installée chez une partie importante de l'électorat : seuls 58 % des Français déclarent voter systématiquement à toutes les élections, tandis que 23 % votent « à la plupart des élections mais pas à toutes », 11 % votent « à certaines élections seulement » et 8 % disent ne jamais voter.

De la même façon que les économistes ont documenté l'existence de « trappes à pauvreté », existerait-il une « trappe à abstention » qui donnerait à un primo-abstentionniste de fortes probabilités de le rester durablement, ou tout du moins à un abstentionniste de l'élection présidentielle de perdurer dans l'abstention lors des élections législatives ? Il semblerait que non, au vu de la proportion non négligeable d'interrogés qui entretiennent un rapport non apaisé avec l'abstention.

Parmi les personnes interrogées ici, les Laissés-pour-compte sont des abstentionnistes endurcis, tandis que les Libéraux optimistes, tous primo-abstenants, sont des abstentionnistes accidentels. Chez certains, il existe encore un « sur-moi citoyen » que l'on saisit dans l'expression d'une forme de culpabilité, très présente chez les Militants désabusés, foncièrement attachés aux notions de droits et de libertés, et dans une moindre mesure chez les Libéraux optimistes :

« Mes deux parents n'ont jamais loupé aucune élection. Pour moi, ne pas aller voter est quelque chose d'inhabituel, qui va contre mon éducation et contre ma nature profonde : je ne banalise pas mon geste. »
Anne-Claire, 32 ans, Ballan-Miré (Libéraux optimistes)

« Dans ma famille, c'est inconcevable de ne pas aller voter, je ne leur ai même pas dit que je m'étais abstenue ! »

Sophie, 29 ans, Blois (Militants désabusés)

« Je ne suis pas très à l'aise avec l'idée de ne pas voter. »

Amina, 58 ans, Mulhouse (Militants désabusés)

D'autre part, il n'est pas marginal de voir des abstentionnistes au premier tour de la présidentielle déclarer avoir l'intention d'aller voter au premier tour des législatives (c'est le cas de la moitié des attentistes) – alors même que, traditionnellement, les taux d'abstention sont nettement plus importants au scrutin législatif. La principale raison avancée est l'intérêt pour la dimension locale, la sensation de proximité semblant renforcer la crédibilité :

« J'irai voter aux législatives, car on a un député qui fait pas mal de terrain et qui fait remonter de l'information. »

Constance, 30 ans, Vendeuil-Caply (Stabilisateurs)

« Cette fois-ci, je vais me bouger pour faire ma procuration. »

Mathilde, 26 ans, Paris (Attentistes)

« J'irai voter aux législatives, oui, ce sont des gens peut-être un peu plus près de nous. »

Sylvie, 60 ans, Saint-Jean-de-Moirans (Attentistes)

« Je suis encore hésitant, mais je me sens davantage concerné par les législatives, si on veut essayer de changer les choses ça passera par le niveau local. »

Lukas, 31 ans, Le Perreux-sur-Marne (Militants désabusés)

Autre argument entendu, l'idée que l'Assemblée nationale est le dernier contre-pouvoir :

« Aller voter aux législatives, ça sert à éviter que l'Assemblée n'aille que dans un seul sens, qu'on puisse discuter, qu'on évite qu'il n'y ait que des lois pour les très riches. »

Christophe, 40 ans, Tours (Laissés-pour-compte)

1. « It's complicated. People and Their Democracy in Germany, France, Britain, Poland and the United States », *op. cit.*, 2021.

Les carences démocratiques

En croisant le rapport à la politique en général et la question de ses moyens, on retrouve un ensemble d'arguments relevant d'une critique des carences démocratiques, c'est-à-dire tout ce qui relève de son fonctionnement et de son mode d'organisation.

L'idée selon laquelle il y aurait trop de candidats a été fréquemment citée comme un facteur d'abstention. Il s'agit d'un élément explicatif plutôt contre-intuitif dans la mesure où, à première vue, la pluralité de l'offre pourrait être considérée comme la garantie d'une meilleure représentation des diverses affinités politiques. En réalité, on constate que l'argument de la pluralité est unanimement repoussé. Première raison, la pluralité entraîne un vertige qui pousse à l'inaction : c'est ce que le psychanalyste et sociologue américain Erich Fromm appelait « la peur de la liberté¹ », en notant que, par construction, la démocratie et le capitalisme n'étaient pas les régimes les plus « cognitivement confortables » dès lors qu'ils sous-tendaient une surabondance de choix et donc une sur-sollicitation des capacités de jugement. De même qu'un consommateur peut se retrouver désarmé devant un rayon de douze mètres de sauces tomate cuisinées, un citoyen peut ressentir une angoisse paralysante devant la pluralité du choix et des stratégies électorales à adopter :

« J'ai hésité à voter au premier tour, mais il y avait beaucoup trop de candidats, je ne savais même pas ce qu'ils faisaient là. »

Philippe, 55 ans, Urrugne (Identitaires)

« Avec douze ou quinze candidats, je me suis perdue : est-ce qu'il faut soutenir un petit candidat pour faire émerger ses idées, ou voter pour un gros candidat par vote utile ? Je n'ai pas réussi à me décider. »

Anne-Claire, 32 ans, Ballan-Miré (Libéraux optimistes)

On retrouve ce même sentiment de « vertige du trop » dans le rapport à l'information et aux médias :

« Il a trop de médias. Trop de chaînes, trop de choix. Trop d'information tue l'information, on ne sait plus démêler le vrai du faux. Du coup, je ne regarde plus rien. »

Arnaud, 35 ans, Charvieu-Chavagneux (Laissés-pour-compte)

Deuxième raison, avancée par les Libéraux optimistes : la pluralité serait contraire à leur aspiration profonde au « mythe de l'Unité » dont parle le politologue Raoul Girardet, à savoir « la participation à une même œuvre d'unification », conçue comme partie prenante d'une lutte entre deux faisceaux de forces contradictoires : « les forces bénéfiques d'une part qui sont celles de la convergence, du rassemblement, de la cohésion ; les forces maléfiques d'autre part, celles de la dispersion, de l'éclatement, de la dissociation² » :

« Il y avait bien trop de candidats, cela reflète bien la division du pays. »

Véronique, 50 ans, Lyon (Libéraux optimistes)

Dernière variante de cet argument, un brin comploteur, avancée par un Militant désabusé :

« Douze candidats, c'est vraiment too much, ils ne devraient pas être autant. C'est de la poudre aux yeux : on éparpille dans tous les sens pour que ce soit le même qui gagne. »

Jean, 34 ans, Montpellier (Militants désabusés)

Toujours dans les carences démocratiques, on retrouve un autre argument important : celui des freins administratifs. S'il ne faut pas le surestimer, dans la mesure où il est souvent mentionné, non pas comme une cause racine, mais comme un facteur aggravant, nous aurions tort de le négliger. Rappelons que d'après un rapport parlementaire de 2014³, il y aurait en France entre 6,5 et 7 millions de mal-inscrits – à ajouter aux 3 à 4 millions de non-inscrits qui n'ont pas rempli les procédures du fait des lourdeurs bureaucratiques ou de la méconnaissance des dates à respecter. Comme le note Dorian Dreuil, co-président de l'ONG A voté !⁴, nous sommes « un des derniers pays d'Europe à ne pas proposer

1. Erich Fromm, *La Peur de la liberté*, Paris, Les Belles Lettres, 2021 [1941].

2. Raoul Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1989.

3. *Rapport d'information sur les modalités d'inscription sur les listes électorales*, n°2473, Assemblée nationale, 17 décembre 2014.

4. Créée au lendemain du second tour des élections régionales de 2021, A Voté ! est une ONG apaisane, indépendante et non confessionnelle qui s'engage dans la défense des droits civiques et le progrès démocratique pour lever les freins de l'inscription électorale et la participation au vote.

d'inscription automatique en cas de déclaration de changement de domicile¹³ ». Or, dans ce que la spécialiste de l'abstention Cécile Braconnier appelle la « société de la mobilité¹⁴ », trois millions de Français changent de domicile chaque année (quinze millions en un quinquennat, soit un électeur sur trois). Dès lors, cette contrainte est loin d'être anecdotique.

« J'ai déménagé, je ne me suis pas réinscrite, j'aurais dû aller voter à 20 kilomètres de chez moi. Je l'aurais fait si quelque chose m'avait attiré dans un programme ou un autre. »

Léa, 44 ans, Landrévarzec (Stabilisateurs)

« Le fait de devoir faire des démarches... c'est bête, mais ça ne me tient pas assez à cœur pour que j'aille jusque-là. »

Mathilde, 26 ans, Paris (Attentistes)

« Je venais de déménager, je m'y suis prise trop tard pour faire mon changement d'adresse. Et la procuration, je ne suis pas d'accord, il faut dire pour qui on vote, aller à la gendarmerie, avoir confiance. Si on avait pu le faire par internet je l'aurais fait. »

Laurence, 60 ans, Bourget-en-Huile (Identitaires)

Dernier élément renforçant l'idée de carences démocratiques, la perception d'un manque d'information vis-à-vis des enjeux, des élections, du programme, des candidats. Cette exigence d'information est notamment le fait des libéraux optimistes :

« **Même en lisant les programmes, j'avais la sensation de ne pas être assez informée pour voter en âme et conscience, j'ai préféré ne pas y aller.** »

Claire-Cécile, 26 ans, Toulouse (Libéraux optimistes)

« Je n'ai reçu les professions de foi que deux jours avant le premier tour. »

Aurélien, 37 ans, Livron-sur-Drôme (Libéraux optimistes)

Le fossé

Du côté du personnel politique, lorsqu'on se penche sur les critiques relatives à la finalité de leur engagement, on rencontre un ensemble d'arguments relatifs au fossé qui se creuserait entre gouvernants et gouvernés. Fossé que l'on retrouve d'abord sous la forme de la critique de la déconnexion des élus, unanime-

ment partagée par l'ensemble des six groupes – à noter que pour les Libéraux optimistes, les élus locaux font exception, dans la mesure où ils sont considérés comme plus proches de leurs concitoyens. On remarque que ce sont souvent des exemples de la vie quotidienne qui sont mobilisés pour appuyer leur ressenti :

« Ils sont tous dans leur tour d'ivoire, ils ne connaissent pas la vie des Français, ils ont des problèmes de riches et nous on galère. »

Bénédicte, 58 ans, Bruz (Laissés-pour-compte)

« On a l'impression que c'est la stratosphère qui prend la décision, qu'ils sont dans leur petit monde, sur leur petit nuage, et que ça nous tombe dessus. »

Constance, 30 ans, Vendeuil-Caply (Stabilisateurs)

« Les grands qui nous dirigent, ils ne connaissent même pas le prix du pain au chocolat. »

Anne, 48 ans, Villers-lès-Nancy (Identitaires)

L'exemple du prix du pain au chocolat, référence à Jean-François Copé, a été cité à deux reprises. L'argent est un élément central dans la perception de déconnexion : les politiques seraient très (trop) bien payés et bénéficieraient de nombreux avantages matériels – d'ailleurs, ne briguent-ils pas des mandats pour cela ?

« On sent qu'il y a un écart entre les gouvernants et nous, aussi bien dans le salaire que dans la façon de penser au quotidien. Ils ne sont pas dans la vie réelle : quand ils disent que le Smic est à 1 900 euros net par mois, euh pardon... »

Claire, 34 ans, Nantes (Attentistes)

« Si on arrêtrait les déjeuners à 5 000 euros par tête, on irait bien mieux. »

– Si on ne changeait pas la vaisselle de l'Élysée parce que Madame Macron a décidé... »

Béatrice, 42 ans, Conches-en-Ouche, et Henriette, 63 ans, Nîmes (Laissés-pour-compte)

Autre argument très présent, l'idée selon laquelle les politiques n'ont jamais exercé de vrais métiers – source de déconnexion majeure de la vie réelle :

« J'ai l'impression que la politique, c'est une épicerie : on transmet son fonds de commerce à son successeur. Il y a des députés de père en fils qui ne sont jamais sortis de la politique, qui n'ont jamais pratiqué un vrai métier. »

Laurent, 58 ans, Phalempin (Militants désabusés)

On notera que c'est cet argument qui a largement nourri l'attrait pour Emmanuel Macron en 2017 autour de l'idée d'une régénération de la politique par la « société civile » – et dont ce qui est perçu comme un échec suscite aujourd'hui de la déception :

« J'ai mis un peu d'espoir en Macron, c'est quelqu'un qui n'était pas issu de la politique, qui venait d'ailleurs. Mais ses promesses de renouvellement n'ont pas été tenues. »

Fabrice, 46 ans, Vénissieux (Stabilisateurs)

Au sentiment de déconnexion des élus s'ajoute un déficit d'identification. L'expression « se retrouver » dans un candidat, entendue de très nombreuses fois, est caractéristique de cette quête de la représentation par la ressemblance, qui révèle une conception de la politique comme l'ajout de toutes les identités, de toutes les sensibilités personnelles, plutôt que comme la capacité à dépasser des individualités pour construire un consensus capable de fonder l'action. Chez ces abstentionnistes, nulle trace de l'idée selon laquelle le vote serait le produit d'un ajustement entre les préférences personnelles et l'appréhension de ce qui est bon pour le pays. Le refus du compromis porte ainsi en germe l'impasse du collectif :

« Les candidats ont chacun des trucs qui m'intéressent, mais je ne me retrouve jamais à 100 % dans leur programme. »

Sylvie, 60 ans, Saint-Jean-de-Moirans (Attentistes)

« Je ne me reconnais dans rien, ni à droite, ni à gauche, ni au milieu. Il faudrait prendre les bons trucs dans les différents programmes, et tout mélanger ! »

Henriette, 63 ans, Nîmes (Laissés-pour-compte)

« Je ne me suis retrouvé dans aucun candidat. Il n'y en a aucun pour qui je pouvais me dire en accord avec la majorité de son programme. »

Fabrice, 46 ans, Vénissieux (Stabilisateurs)

Autre élément lié à la substance de l'engagement politique, le manque de sincérité des gouvernants. Cet argument est très marqué chez les Militants désabusés, habités par un idéal de l'engagement :

« Je ne peux pas leur faire confiance, je ne crois en aucun d'entre eux. Ils ont trop menti ! »

Sophie, 29 ans, Blois (Militants désabusés)

« On pourrait me mettre trente candidats, je pense qu'il y en aurait vingt-sept ou vingt-huit parmi eux qui sont manipulés et qui me manipulent. »

Laurent, 58 ans, Phalempin (Militants désabusés)

« Leur programme, c'est un joli paquet cadeau : mais une fois élu, quand on regarde à l'intérieur, on réalise que c'est un paquet vide. »

Henriette, 63 ans, Nîmes (Laissés-pour-compte)

Au fond, il apparaît que la grille de lecture politique dominante des abstentionnistes est celle du populisme, selon la définition de Jan-Werner Müller, professeur de théorie politique et d'histoire des idées à l'université de Princeton (États-Unis). Le populisme est une conception de la politique qui consiste à instaurer un antagonisme moral entre les élites et le peuple : « Les populistes considèrent que des élites immorales, corrompues et parasitaires viennent constamment s'opposer à un peuple envisagé comme homogène et moralement pur¹. »

Caractéristique des Identitaires, le sentiment de défiance généralisée renforce cette sensation de fossé, non seulement entre les gouvernants et les gouvernés, mais plus largement entre les gens, y compris vis-à-vis de leurs proches.

Dernier élément relatif au jugement du personnel politique sur le fond, l'idée largement partagée d'une campagne décevante, avec des abstentionnistes qui déplorent la faiblesse de son niveau et regrettent son manque de tenue :

« Les élections ne m'ont pas intéressée : les candidats, je ne les trouvais pas bons. »

Mathilde, 26 ans, Paris (Attentistes)

« C'est la première fois que je m'abstiens aux présidentielles. J'ai trouvé que c'était brouillon, qu'ils se copiaient les uns les autres... »

Sylvie, 60 ans, Saint-Jean-de-Moirans (Attentistes)

« Les élections, ça a été un non-événement cette année. La campagne est passée totalement inaperçue. »

Henriette, 63 ans, Nîmes (Laissés-pour-compte)

1. Jan-Werner Müller, *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace*, Paris, Gallimard, 2018.

L'éthos

Pour finir, restons du côté de la critique du personnel politique, mais cette fois-ci sur la forme et les modalités de ses interventions : on retrouve un ensemble d'arguments pointant un ethos (une manière d'être, de se comporter) problématique de la part des hommes et femmes politiques.

Ce qui est d'abord pointé, c'est l'excès d'incivilités dans leur façon de s'exprimer les uns envers les autres, jusqu'à provoquer une forme de nausée chez le citoyen. Les Stabilisateurs, enclins par nature à la modération, sont tout particulièrement sensibles au climat de violence verbale et d'invectives :

« Les candidats sont vraiment dans la surenchère, c'est à qui aura le mot le plus fort. Ça n'a aucun sens, ça ne répond pas au fond des problèmes. »

Fabrice, 46 ans, Vénissieux (Stabilisateurs)

« Ils sont toujours en train de se prendre le chou, c'est fatigant à regarder. »

Laurence, 60 ans, Bourget-en-Huile (Identitaires)

On leur reproche ensuite l'hypertrophie de leur ego, qui aurait pour double conséquence d'empêcher les problèmes sérieux d'émerger dans le débat public, et d'entraver les dynamiques d'alliances électorales :

« Ils sont tous du même parti, le TPMG : Tout Pour Ma Gueule ! »

Bénédicte, 58 ans, Bruz (Laissés-pour-compte)

« Le vrai problème des gens, ce n'est pas qu'ils s'en foutent de la politique, mais c'est que les politiques cherchent toujours à mettre en avant leur petite personne. Les inégalités, le pouvoir d'achat, la misère, ils ne le prennent pas vraiment en compte. Pour moi, les politiques ce sont d'abord des batailles d'ego, voilà le problème. »

Jacqueline, 60 ans, Aulnay-sous-Bois (Stabilisateurs)

« Cette campagne, c'était un combat de coqs, les sujets sérieux sont partis aux oubliettes lors des débats. »

Constance, 30 ans, Vendeuil-Caply (Stabilisateurs)

« Je suis déçu, à l'extrême droite ils auraient pu s'unir, mais ce sont les egos qui ont joué. C'est aussi pour ça que je ne suis pas allé voter. »

Henri, 67 ans, Paris (Identitaires)

Dernier élément, très présent chez les Militants désabusés, blessés dans leur idéal de sincérité, la critique de la politique-spectacle :

« Ces élections, c'était vraiment "Le Muppet Show". On se fout ouvertement de notre gueule et ça se voit. »

Christine, 44 ans, Nantes (Militants désabusés)

« J'avais l'impression que c'était carnaval. »

Bénédicte, 58 ans, Bruz (Laissés-pour-compte)

Le paysage mental des abstentionnistes

Outre les questionnements directs portant sur leur rapport au politique et à l'abstention, une partie importante des interviews groupées a consisté à dessiner ce que nous pourrions appeler le « paysage mental des abstentionnistes ». L'idée, c'est que les interroger sur ce qu'ils regardent à la télévision, leurs sujets de discussion et ce qui les rend heureux permet de mieux cerner leur système de valeurs, leurs imaginaires, leurs peurs et leurs aspirations. Ces analyses s'appuient notamment sur la recherche en psychologie sociale, qui fonde la méthodologie d'étude de Destin Commun.

Le grand malaise

À l'écoute des groupes d'abstentionnistes, on est frappé par le sentiment diffus d'un grand malaise, particulièrement tangible lorsqu'on demande à chacun de résumer sa situation personnelle en un mot : dans les quatre groupes où cette question a été posée, sur les vingt-quatre réponses recueillies, cinq seulement sont connotées positivement.

Figure 3. Nuage de mots – « Si vous deviez résumer votre situation en un mot / une expression ... »



Ce grand malaise revêt plusieurs formes, à commencer par l'expression largement partagée d'une crainte vis-à-vis de l'avenir :

« J'ai peur de l'avenir, de ce qui va m'arriver. »

Jacqueline, 60 ans, Aulnay-sous-Bois (Stabilisateurs)

« Ce qui m'inquiète, c'est l'avenir en général, on ne sait pas où on va, on va de plus en plus vers de l'inconnu, vers toujours plus d'incertitude. »

Sophie, 29 ans, Blois (Militants désabusés)

« Je m'inquiète de savoir quel monde on va laisser à mes enfants et petits-enfants, quand on voit dans quel état il est déjà aujourd'hui... »

Bénédicte, 58 ans, Bruz (Laissés-pour-compte)

Pour étayer leur anxiété, les participants mêlent des sujets macro (la guerre en Ukraine, la Covid-19, l'environnement) et des sujets beaucoup plus micro (déménagement, changement de travail, orientation professionnelle d'un enfant...). C'est la combinaison de problèmes à plusieurs échelles qui donne le sentiment d'un avenir très incertain :

« La pandémie, puis la guerre : l'avenir, au lieu de s'améliorer, ça s'aggrave, c'est de pire en pire. Même dans la vie de tous les jours : les factures qui s'accumulent... »

Henri, 67 ans, Paris (Identitaires)

« J'ai beaucoup plus d'angoisses qu'avant. On ne maîtrise rien, j'ai l'impression d'être sur un fil. Il m'est impossible de me projeter dans l'avenir avec la même insouciance. »

Christine, 44 ans, Nantes (Militants désabusés)

De façon très révélatrice, l'expression « sur un fil » est revenue spontanément chez deux autres participants (Attentistes) : elle devient une métaphore d'existences perçues comme précaires, suspendues, pouvant basculer d'un moment à l'autre.

Les existences individuelles ne semblent plus orientées vers des projets à venir, mais enfermées dans une sorte de présent perpétuel. C'est ce régime de temporalité que le philosophe François Hartog appelle le « présentisme » : « L'avenir se fermait, le présent s'obscurcissait, le présent s'imposait comme l'unique horizon¹. »

« Pour moi, les plus gros problèmes, c'est le pouvoir d'achat, le niveau de vie, l'inflation de tout. Je me sens englué. »

Yazid, 25 ans, Lyon (Stabilisateurs)

« Avant, je calculais un budget à l'année, puis au mois. Aujourd'hui, je fais des budgets à la journée, pour ne pas dépenser plus que ce que je peux. »

Jonathan, 38 ans, Montigny-lès-Cormeilles (Libéraux optimistes)

L'incertitude généralisée se double d'une sensation de complexification de tous les aspects de la vie, qui nourrit une réaction de défiance. Cette sensation de complexité est particulièrement nette chez les Laissés-pour-compte, mais le sentiment d'être « perdu » est revenu dans plusieurs groupes. Dans l'étude « France 2022 : Naviguer en eaux troubles² », la conjonction entre incertitude, restriction des horizons, sentiment de complexité et d'impuissance est décrite par Destin Commun comme une « nouvelle équation de la contestation », dont l'abstention est ici un symptôme.

Autre dimension structurante de ce malaise, la sensation d'une disparition de la classe moyenne :

« Aujourd'hui, soit on est pauvre, soit on est riche : il n'y a plus de classe moyenne. »

Véronique, 50 ans, Lyon (Libéraux optimistes)

« Avant, il y avait trois couches, il n'y en a plus que deux aujourd'hui : les nantis et le reste. L'entre-deux n'existe plus, c'est ce qui devient de plus en plus compliqué. »

Sylvie, 60 ans, Saint-Jean-de-Moirans (Attentistes)

Ces réflexions spontanées font écho aux analyses de Jérôme Fourquet et Jean-Laurent Cassely sur la « démoynisation de la société française³ », qu'ils caractérisent dans la sphère de la consommation par une bipolarisation sous la forme d'un sablier : une « premiumisation » d'une part, avec des produits massivement consommés par la classe moyenne qui sont montés en gamme (la bière bio, le burger gourmet...) ; un désarrimage par le bas d'autre part, avec par exemple l'explosion de la fréquentation du *hard discount*, ou encore le succès de la Dacia initialement

1. François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003.

2. « France 2022 : Naviguer en eaux troubles », Destin Commun, janvier 2022.

3. Jérôme Fourquet et Jean-Laurent Cassely, *La France sous nos yeux – économie, paysages, nouveaux modes de vie*, Paris, Seuil, 2021.

destinée aux pays émergents. Outre l'analyse sociologique, ce que nous retenons de cette perception de disparition de la classe moyenne, c'est l'idée d'une vaste crise d'identité : ce qu'expriment les abstentionnistes interrogés, c'est tout autant l'incapacité de trouver un ensemble plus vaste qui les définirait que l'incapacité de faire corps dans une communauté à laquelle ils adhéreraient par choix, et non par la négative (les « non-riches », les « non-puissants »). De fait, d'après la dernière vague du « Baromètre de la confiance politique »¹ (Cevipof), 41 % des Français ont le sentiment de n'appartenir à aucune communauté. Plusieurs autres *verbatim* donnent à voir ce sentiment d'exclusion, teinté de découragement :

« La principale division dans le pays, c'est entre ceux qui sont compris et ceux qui sont incompris : beaucoup se sentent rejetés. »

Jonathan, 38 ans, Montigny-lès-Cormeilles (Libéraux optimistes)

« J'ai l'impression que quoi qu'on fasse, quoi qu'on dise, quoi qu'on tente, ça ne marchera pas si ça ne plaît pas aux entités supérieures. »

Henriette, 63 ans, Nîmes (Laissés-pour-compte)

Ce malaise, bien qu'il soit vécu à des intensités différentes, est partagé par l'ensemble des six segments. Ce sentiment de déclassement, certains le vivent eux-mêmes, d'autres le craignent pour demain ou pour leurs enfants, d'autres enfin, dans un mouvement d'empathie citoyenne, en sont inquiets pour les autres.

À l'instar de ce que Christopher Lasch a analysé aux États-Unis², ces dernières années on a beaucoup parlé en France d'une « sécession des élites », entendue au sens d'un fonctionnement de plus en plus autonome, en vase clos, des catégories supérieures de la population, qui auraient de plus en plus de mal à comprendre le reste de la société – et chez lesquelles on entendrait encore une forme d'optimisme et de confiance vis-à-vis, pêle-mêle, du progrès, de la technologie, de la démocratie, de la mondialisation, du capitalisme, etc.

Ces observations sont convergentes avec la récente enquête quantitative de Destin Commun³, qui révèle le creusement d'un fossé entre les optimistes (Libéraux optimistes et, dans une moindre mesure, Attentistes), qui évoluent de plus en plus dans une bulle, avec des œillères, et les quatre autres segments, marqués par le pessimisme, quoiqu'à des degrés divers. Ainsi les libéraux optimistes abstentionnistes entendus dans cette étude se distinguent-ils fortement de leur famille de valeurs par leur moindre propension à l'optimisme. Ils sont en revanche conformes à ce profil par leur caractère plutôt individualiste, par leur culture du travail et de l'effort qui fonde le mérite et la réussite, et par une moindre défiance vis-à-vis des médias que les autres segments.

Le grand repli

Deuxième caractéristique marquante du « paysage mental » des abstentionnistes, une forme de repli vis-à-vis de la société, que l'on retrouve sous quatre formes différentes : le retrait, l'échappée, le cocon et la recherche d'alternative.

Le retrait, d'abord. C'est une forme de repli silencieux, sans heurts et sans cris, qui voit le citoyen se couper de la société – et par la même occasion, de ses enjeux, de ses débats, de ses tensions :

« Je me mets volontairement en dehors du pays : plus ça va, plus je me désintéresse d'un peu tout. On me fait le reproche de vivre dans ma bulle, de ne plus m'intéresser à rien, mais quand le monde tourne autour de moi sans se préoccuper de moi, pourquoi est-ce que je me préoccuperais de lui ? »

Henriette, 63 ans, Nîmes (Laissés-pour-compte)

Dans le *focus group* consacré aux Laissés-pour-compte, le cas de Naïm, 30 ans, habitant à Nantes, est particulièrement illustratif : ses réponses lapidaires aux premières questions (où il dit « ne rien faire de sa vie », être « en galère » et s'ennuyer au

1. « Baromètre de la confiance politique », OpinionWay pour le Cevipof, vague 13, janvier 2022.

2. Christopher Lasch, *La Révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Paris, Flammarion, 1997.

3. « France 2022 : Naviguer en eaux troubles », *op.cit.*, 2022.

quotidien) ont progressivement laissé place à un lent effacement, aussi bien verbal (réponses par monosyllabes) que physique (sa caméra donnait à voir une portion sans cesse plus congrue de son visage).

Le suivi ou non de l'actualité est un bon signe d'attachement ou de détachement de la société. Suite aux confinements, l'ObSoCo a documenté que près de 7,8 millions de Français avaient décidé d'arrêter de « suivre l'actualité pour se recentrer¹ » (au même titre qu'on décide de se mettre au sport ou à la méditation). On en retrouve moult traces dans les échanges, dans tous les segments :

« **Le JT, non merci, c'est anxiogène au possible.** »

Basile, 25 ans, Lyon (Libéraux optimistes)

« J'ai complètement arrêté de regarder la télé pendant la crise sanitaire, c'était beaucoup trop anxiogène. »

Sophie, 29 ans, Blois (Militants désabusés)

« C'est toujours dans le négatif, c'est très anxiogène, on a l'impression que tout part à la dérive. Ne plus suivre l'actualité pendant plusieurs jours, ça fait du bien. »

Sébastien, 39 ans, Toul (Stabilisateurs)

« Les deux radios que j'écoute, c'est Radio classique et Rires et chansons, ce sont les seules où il n'y a pas beaucoup de publicités, peu d'information et de la musique en continu. »

Arnaud, 35 ans, Charvieu-Chavagneux (Laissés-pour-compte)

Chez les individus qui ont opéré une forme de retrait de la vie démocratique, on fuit la politique et ses débats parce qu'elle est synonyme de tension, de dispute, de dissonance (au contraire de l'idéal d'harmonie et de consensus recherché) :

« J'évite de parler politique, parce que c'est trop clivant. »

Tony, 44 ans, Montpellier (Attentistes)

« En général, je n'aime pas m'énerver sur des sujets sur lesquels je n'ai pas une entière maîtrise. Les sujets politiques, tout ça, eh bien les gens ont le droit de voter pour qui ils veulent, je ne vais pas m'énerver pour ça. »

Jacqueline, 60 ans, Aulnay-sous-Bois (Stabilisateurs)

Toujours dans le sens du retrait, les réseaux sociaux ne sont pas utilisés comme une façon de se connecter au monde, mais bien plutôt de faire tourner le sien, dans une forme assumée de déconnexion de la sphère publique :

« J'utilise très peu les réseaux sociaux, surtout pour la famille et les amis, pour garder contact à distance. Je ne fais pas beaucoup attention aux personnalités. »

Jean, 34 ans, Montpellier (Militants désabusés)

Deuxième forme de retrait repli, l'échappée. Ce qui est recherché, c'est l'esquive du réel et la suspension de la dureté du monde. On le voit dans les types de divertissement appréciés, toujours placés sous le signe de l'évasion d'un quotidien jugé insatisfaisant :

« Je regarde des séries pour m'évader, en particulier de la science-fiction. »

Aurélien, 37 ans, Livron-sur-Drôme (Libéraux optimistes)

« J'aime bien regarder *Maison à vendre*, je m'imagine vivre ailleurs². »

Claire-Cécile, 26 ans, Toulouse (Libéraux optimistes)

S'échapper consiste aussi à ralentir vis-à-vis d'un quotidien qui va toujours de plus en plus vite, ou renouer, sur un mode nostalgique, avec d'anciennes émissions ou séries :

« J'aime bien regarder des anciennes séries qui ne sont pas forcément d'actualité, comme *Urgences* ou *Docteur House*. »

Jonathan, 38 ans, Montigny-lès-Cormeilles (Libéraux optimistes)

« Je regarde des trucs de vieux, comme "Des racines et des ailes" ou "Secrets d'Histoire". »

Mathieu, 33 ans, Rouen (Attentistes)

Autre forme de retrait repli, le cocon. Ce qui est prisé, c'est la constitution de vies tournées vers l'intime faisant office de protection contre la violence du monde extérieur. Comme le note Vincent Cocquebert, auteur de *La Civilisation du cocon*³, cette obsession du cocon s'est développée en réaction au

1. « Nouvelles Vie(s) française(s) », *L'Observatoire Société & Consommation*, 24 juin 2021.

2. En écho à l'étude de Jean-Laurent Cassely sur les émissions de recherche d'appartement sur M6, chaîne devenue « une plateforme de contenus de coaching et de tutos consacrés au bien-être sous toutes ses formes : de l'apprentissage de la cuisson des lasagnes au choix du conjoint, en passant par la manière d'accorder la crédence de la cuisine aux rideaux du salon » (« La Casa de Plaza : comment M6 a home-stagé la France », *Pop-up urbain*, 23 juillet 2018).

3. Vincent Cocquebert, *La Civilisation du cocon. Pour en finir avec la tentation du repli sur soi*, Paris, Arkhé, 2021.

« contexte social, psychique, politique, économique et environnemental pressenti comme de plus en plus hostile qui s'est déployé ces dernières décennies ». Conséquence : un nombre croissant de gens désirent « stabiliser et sécuriser leur vie, remettre de l'ordre dans leur façon d'aborder le monde, pour regagner du contrôle », en générant « des bulles positives protectrices dans lesquelles on maîtrise le contenu et les émotions distillées » :

« Ce qui me rend heureux, c'est ma maison, avoir mon chez-moi, sans promiscuité, pouvoir vivre ma vie. »

Léa, 44 ans, Landrevarezec (Stabilisateurs)

Dans cet univers feutré, où priment la sphère domestique, l'épanouissement personnel et la culture du bien-être, « l'acte même de voter et la participation à la vie démocratique relèvent d'efforts de plus en plus difficiles pour un peuple fatigué et privilégiant le bonheur personnel¹ », écrit Jérémie Peltier. Dès lors que « le politique a été délogé du centre de l'affirmation identitaire des individus » (selon les termes de Gilles Lipovetsky²), on n'est pas surpris de retrouver « la flemme » comme explication à l'abstention :

« J'aurais pu aller voter, mais j'étais avec mon fils. J'ai eu un gros coup de flemme. »

Christophe, 40 ans, Tours (Laissés-pour-compte)

« Le jour des élections, je faisais des crêpes chez moi, alors vous comprenez... »

Arnaud, 35 ans, Charvieu-Chavagneux (Laissés-pour-compte)

Dernière forme de retrait, la recherche d'alternative. On retrouve des abstentionnistes qui semblent considérer leur repli comme une forme transitoire, peut-être même temporaire pour certains d'entre eux. Loin de considérer l'abstention comme une fin de parcours, ils cherchent à comprendre les dysfonctionnements du monde, à décrypter la politique, pour imaginer (au moins de façon abstraite) une alternative à l'existant, qui peut passer par une recherche de

mobilisation autour de grands idéaux. C'est dans cette forme de retrait qu'on retrouve les abstentionnistes les moins résignés, les plus tournés vers l'action collective, que sont principalement les libéraux optimistes :

« On regarde des reportages sur France TV sur des faits de société, comme "Cash investigation". »

Anne-Claire, 32 ans, Ballan-Miré (Libéraux optimistes)

« HugoDécrypte rend hyper compréhensibles les programmes, il parle à tous ceux à qui ça paraît ennuyeux et compliqué. »

Claire-Cécile, 26 ans, Toulouse (Libéraux optimistes)

« Le changement ne sera pas induit par le haut, par le chapeau, mais par nous. On n'en a pas forcément conscience car on a l'impression d'être seul de son côté, alors qu'en définitive il nous suffirait de s'unir. »

Henriette, 63 ans, Nîmes (Laissés-pour-compte)

Dans ce contexte, il n'est pas anodin que Véronique, 50 ans, Lyon (Libéraux optimistes), cite spontanément la série Arte *En Thérapie*, incarnation d'une forme de divertissement visant à « réparer le monde » – pour reprendre la très belle formule d'Alexandre Gefen, dans un essai expliquant la façon dont la littérature française contemporaine produit des récits non plus émancipateurs, mais réparateurs³.

Pour cette catégorie plus active d'abstentionnistes, il semblerait que les tutos internet et groupes d'entraide jouent le rôle de nouveaux corps intermédiaires – pour reprendre l'intuition du sociologue Denis Maillard vis-à-vis du mouvement des « gilets jaunes », qui remarquait que « faute de ne pas avoir trouvé au sein d'organisations syndicales, incapables de se transformer en véritable syndicalisme de services, ce dont ils avaient besoin, les individus sont allés chercher de l'aide chez d'autres intermédiaires et selon des modalités propres à la société de marché⁴ ». Dès lors, écrit Denis Maillard, les tutos ont une fonction :

1. Jérôme Fourquet et Jérémie Peltier, *Abstention aux régionales : manifestation spectaculaire de la crise de foi républicaine*, Fondation Jean-Jaurès, 7 juillet 2021.

2. Gilles Lipovetsky, *Plaire et toucher. Essai sur la société de séduction*, Paris, Gallimard, 2017.

3. « Je voudrais décrire ce paradigme clinique comme une manière de demander à l'écriture et à la lecture de réparer, renouer, ressouder, combler les failles des communautés contemporaines, de retisser l'histoire collective et personnelle, de suppléer les médiations disparues des institutions sociales et religieuses perçues comme obsolètes et déliquescents à l'heure où l'individu est assigné à s'inventer soi-même. » (Alexandre Gefen, *Réparer le monde. La littérature française face au XXI^e siècle*, Paris, Corti, 2017.)

4. Denis Maillard, *Une colère française*, Paris, L'Observatoire, 2019.

« prendre le relais des anciens corps intermédiaires pour aider les individus et leur permettre d'être autonomes et de se débrouiller seuls » :

« Je regarde beaucoup de tutos sur internet, sur le jardinage, pour faire des confitures, mais aussi sur l'agro-écologie, pour écouter des gens qui parlent de résilience, de survivalisme. »

Christophe, 40 ans, Tours (Laissés-pour-compte)

« Je vais sur Pinterest pour avoir des idées de bricolage, et sur YouTube pour regarder des tutos de réparation. »
Laurence, 60 ans, Bourget-en-Huile (Identitaires)

« Sur Facebook, je suis dans des groupes d'entraide, des groupes de partage de bons plans dans ma ville. Sur Instagram, je suis des comptes de recettes de cuisine et des comptes humoristiques de partage de mèmes. »

Mathilde, 26 ans, Paris (Attentistes)

D'un écran à l'autre : quel rôle de la télévision dans la dépolitisation ?

Le communicant Jacques Pilhan reste comme l'un des plus brillants théoriciens de ce que nous pourrions appeler « l'ère TF1 », caractérisée par le règne de la télévision comme *medium* culturel dominant, à même de fabriquer l'opinion et de façonner les esprits. Dans un entretien à la revue *Le Débat*, publié en 1995, il théorise l'idée selon laquelle « le réel est dans l'écran » :

« Il y a cinq ans à peu près, nous nous sommes aperçus que, lorsque nous demandions à ces groupes qualitatifs : "Racontez-nous ce que vous vivez", ils commençaient par nous raconter les grandes séquences qu'ils avaient vues à la télé avant d'en venir à leur propre vie, comme s'il y avait un premier plan télé et un arrière-plan vie personnelle. Nous avons ouvert des yeux ronds et nous avons commencé à comprendre que le réel était dans l'écran¹. »

Aujourd'hui, la télévision ne joue plus le même rôle de moteur dans la fabrique des imaginaires et des consciences politiques. Elle n'est plus cet arrière-plan incontournable du quotidien des Français :

« On ne regarde plus les infos à la télé, on préfère les supports de lecture. »

Anne-Claire, 32 ans, Ballan-Miré (Libéraux optimistes)

« On ne regarde pas trop la télé, parfois en fin de journée je mets M6 en fond, sans y prêter vraiment attention. »

Claire-Cécile, 26 ans, Toulouse (Libéraux optimistes)

« Pour moi, la télé c'est plutôt en fond, sinon je ne la regarde pas. »

Béatrice, 42 ans, Conches-en-Ouche (Laissés-pour-compte)

Révéléateur de sa perte de statut, la télévision cristallise les critiques adressées aux médias dans leur ensemble. On note ici la sur-représentation des libéraux optimistes, avides d'information et exigeants sur la qualité :

« Ce sont des infos qui survolent l'information, qui n'entrent jamais dans le détail. »

Véronique, 50 ans, Lyon (Libéraux optimistes)

« Beaucoup de débats, mais pas de fond, des opinions, mais peu d'analyses. »

Basile, 25 ans, Lyon (Libéraux optimistes)

« La télé, ce n'est pas objectif, ils ne nous montrent que ce qu'ils veulent bien nous montrer. On ne voit pas tout. »

Sylvie, 60 ans, Saint-Jean-de-Moirans (Attentistes)

Il faut tout de même signaler une profonde ambivalence dans le discours de ceux qui déclarent ne plus regarder la télévision. « Je préfère éteindre et pas regarder », indique Yannick, 43 ans, Courbevoie (Identitaires). Mais la notion d'éteindre est toute relative : « Je regarde une fois par jour, ça me suffit. » Un autre, déclarant aussi avoir arrêté les chaînes d'information en continu, précise qu'il s'accorde tout de même « une heure par jour ». Illusion de distance, donc, vis-à-vis de la télévision, entre overdose et dépendance.

1. Jacques Pilhan, « L'écriture médiatique. Entretien avec Jacques Pilhan », dans *Le Débat*, n° 87, Paris, Gallimard, 1995, pp. 3-15.

La télévision semble tout de même avoir perdu son rôle de *medium* culturel majoritaire, au profit des plateformes de séries auxquelles la quasi-intégralité des participants fait référence :

« Je regarde de moins en moins la télé, hormis Netflix. »

Sébastien, 39 ans, Toul (Stabilisateurs)

De fait, la fragmentation de l'information a entraîné une perte d'influence de la télévision qui, rappelle Jérôme Fourquet dans *L'Archipel français*, « participait à l'élaboration d'une vision du monde commune et partagée ». Longtemps omniprésente dans tous les foyers, proposant une grande diversité de programmes (journaux télévisés, films, émissions de divertissement, sports, etc.), la télévision « structurait fortement les représentations, consolidait des grilles de lecture et participait de leur diffusion dans l'opinion¹ ». Aujourd'hui, les pratiques de consommation médiatique ont évolué : la télévision est consommée en morceaux (et en streaming), en piochant les programmes de-ci et de-là. Dès lors, les citoyens ne choisissent plus spontanément et de façon proactive les contenus politiques à proprement parler (débats, interviews, reportages), mais optent pour des émissions de cuisine ou des programmes comme « La Maison des maternelles », « Maison à vendre »,... accélérant d'autant le phénomène de dépolitisation.

« Je ne regarde pas du tout la télé en chaînes hertziennes, je ne sais pas pourquoi je paye toujours la redevance. »

Aurélien, 37 ans, Livron-sur-Drôme (Libéraux optimistes)

« Je ne regarde jamais sur un poste de télévision, mais en streaming sur mon ordinateur. »

Basile, 25 ans, Lyon (Libéraux optimistes)

Plusieurs études ont montré que l'intérêt politique individuel, très inégalement réparti, est cor-

rélié à l'exposition à des opinions diverses. Si un grand nombre de citoyens qui se désintéressent de la politique évitent d'être exposés à des points de vue différents, alors la société dans son ensemble risque de perdre en compréhension mutuelle, en cohésion sociale. Or, être exposé à des sources d'information variées et de qualité est nécessaire pour discuter et parvenir à des compromis politiques², ce qui est un pilier essentiel dans une société démocratique. C'est là qu'intervient l'audiovisuel public : plus le service public de l'information est fort dans un pays, plus on constate que les écarts entre les individus les plus et les moins engagés politiquement sont faibles³. L'audiovisuel public est en effet plus enclin que les médias privés à diffuser des analyses politiques approfondies, fondées sur des points de vue divers. Il a été montré que les individus socialisés dans des environnements informationnels avec un service public audiovisuel fort sont plus disposés à s'exposer à des idées politiques provenant de sources ne partageant pas les mêmes idéologies politiques, minimisant ainsi le risque bien connu de chambres d'écho.

Autre point marquant du rapport des abstentionnistes aux médias d'information : la défiance, à des degrés divers, qui incite chacun à croiser plusieurs sources d'information, afin de se faire « sa propre opinion ».

« Je ne supporte pas de subir l'actualité, je veux décider de mon actualité en allant la chercher moi-même. »

Christine, 44 ans, Nantes (Militants désabusés)

« J'essaie de vérifier les infos sur un média, de les recouper sur un autre média, on sait qu'il y a pas mal d'instrumentalisation. »

Sébastien, 39 ans, Toul (Stabilisateurs)

« Les journaux, c'est un tissu de mensonges. Je recoupe. »

Yannick, 43 ans, Courbevoie (Identitaires)

1. Jérôme Fourquet, *L'Archipel français, une nation multiple et divisée*, Paris, Seuil, 2019.

2. Diana C. Mutz et Lori Young, « Communication and public opinion: Plus ça change ? », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 75, n°5, 2011, pp. 1018-1044.

3. Laia Castro-Herrero, Lilach Nir et Morten Skovsgaard, « Bridging Gaps in Cross-Cutting Media Exposure: The Role of Public Service Broadcasting », *Political Communication*, vol. 35, n°4, 2018, pp. 542-565.

Ce réflexe de croiser les sources, qui peut sembler sain à premier abord, et qui est d'ailleurs toujours formulé comme une « bonne pratique », n'est pas sans témoigner d'un rapport problématique à l'information. D'une part, si le terme « recouper » est cité de très nombreuses fois, il n'est assorti d'aucune remarque critique sur la hiérarchisation de la fiabilité des différentes sources. Le simple fait de multiplier les sources serait, en soi, la garantie d'une information plus fiable. Deuxième écueil : *in fine*, face à un trop-plein d'informations, la première source citée pour se faire une opinion est « les proches », voire soi-même : « Je suis mon propre informateur » (Yazid, 25 ans, Lyon, stabilisateurs). Là non plus, aucune mention de la question de l'expertise, ou de la spécificité du travail journalistique. Le seul élément de jugement critique sur les différentes façons de s'informer concerne les canaux : lorsque Bénédicte, 58 ans (Laissés-pour-compte), indique qu'elle s'informe « sur internet », elle commente : « Je sais, c'est pas bien. » L'appréciation négative, avec une connotation morale, est appliquée à internet dans son ensemble, sans distinction, là non plus, entre les différentes sources qu'on peut y trouver.

Dernier élément, un nombre important de participants aux *focus groups* déclarent consulter l'actualité politique sous une forme humoristique (*via* des programmes de télévision ou autres) :

« J'aime bien l'émission "Quotidien", car elle décortique l'actualité d'une autre manière, plus caustique. »

Léa, 44 ans, Landrévarzec (Stabilisateurs)

« Je regarde "Quotidien" le soir avec ma copine, c'est une manière de rire sur les faits de société. »

Basile, 25 ans, Lyon (Libéraux optimistes)

« Je regarde "Le Grand Cactus", émission belge qui traite l'actualité de manière détournée. »

Jonathan, 38 ans, Montigny-lès-Cormeilles (Libéraux optimistes)

« Moi aussi je regarde "Le Grand Cactus" sur YouTube, ça me fait penser à la grande époque du "Grand Journal". »

Aurélien, 37 ans, Livron-sur-Drôme (Libéraux optimistes)

« La seule qui me fait intéresser à la politique, c'est Sandrine Sarroche et ses chansons sur Paris Première. Ses jeux de mots me font rire. La politique comme ça, je veux bien ! »

Bénédicte, 58 ans, Bruz (Laissés-pour-compte)

Par le rire, chacune de ces émissions opère une forme de ricanement généralisé vis-à-vis de la politique, se délectant de toutes leurs imperfections, bourdes et moments de gêne. En creux, ces émissions opèrent une forme de déconstruction quotidienne de l'*auctoritas* du politique, qui se retrouve sans cesse ridiculisé. Mais on aurait tort de ne voir que le verre à moitié vide : sans ces émissions, beaucoup d'abstentionnistes confessent qu'ils ne suivraient plus du tout l'actualité politique. Alors même que beaucoup déplorent la « politique-spectacle » et dénoncent la « farce », la « mascarade » de la politique, un nombre important d'abstentionnistes préfèrent suivre l'actualité et la politique *via* le miroir déformant du sarcasme, qui est devenu la seule forme acceptable qui les lie encore à la sphère publique.

Une nouvelle typologie des abstentionnistes

La segmentation de la société française établie par Destin Commun offre un modèle d'analyse fort utile pour comprendre les différents profils d'abstentionnistes, et en élaborer une typologie. En réalité, si l'on analyse uniquement les raisons déclarées pour expliquer l'abstention, la plupart sont communes à tous

les groupes (déconnexion et déficit d'identification), ou partagées par la majorité d'entre eux (désenchantement, inutilité du vote, impuissance du politique, trop grand nombre de candidats, freins administratifs, excès d'incivilités). Il faut s'intéresser de plus près aux raisons qui ont été évoquées plus spécifiquement par un groupe (trop d'ego, politique-spectacle, manque de sincérité, manque d'information, campagne décevante), pour en comprendre les spécificités.

Mais la typologie qui suit mobilise aussi et surtout l'ensemble des propos exprimés par les membres de chaque groupe, sur différents sujets, et les met en perspective au regard des indicateurs constitutifs de la segmentation d'origine, fondée sur la psychologie sociale, afin de comprendre de quoi, fondamentalement, procède l'abstention dans chaque groupe et comment elle s'intègre dans les systèmes de valeurs des uns et des autres.

Si la proportion globale en population générale des membres de chaque famille qui se sont réellement abstenus n'est pas connue, une enquête menée par Destin Commun en mars 2022¹ a permis d'identifier les proportions relatives de personnes non inscrites sur les listes électorales, les intentions d'abstention et l'indécision. En nous fondant sur ces éléments, nous présentons ici les profils par ordre croissant de proportion d'abstentionnistes : la plus faible proportion d'abstentionnistes se trouve chez les Identitaires et la plus grande chez les Laissés-pour-compte.



Les Identitaires : la défiance généralisée

Foncièrement attachés à l'ordre, à l'autorité et à la pureté, les Identitaires sont très préoccupés par le devenir de leur pays, qu'ils voient se dégrader. Les récentes études de Destin Commun montrent que leur pessimisme décliniste se durcit.

Mus par un profond sentiment d'exclusion, ils se perçoivent en concurrence avec les « immigrés » et les « cassos » qui, contrairement à eux, touchent des aides :

« Dans les bureaux d'aide sociale c'est 90 % d'immigrés. Il faut dire la vérité, ils sont au courant de tout, ils viennent avec leurs poussettes. »

Henri, 67 ans, Paris (Identitaires)

Le choix de l'abstention est atypique dans ce groupe aux opinions politiques tranchées et plutôt enclin à soutenir avec ferveur les candidats d'extrême droite. Dans le cas des participants à l'étude, la clé de leur abstention se situe dans leur rapport à la peur : ils

dénoncent un climat d'insécurité, mais aussi de peur ambiante, sans vraiment réaliser qu'eux-mêmes en sont les premiers sujets :

« J'ai voulu aider une grand-mère à porter ses courses, elle a eu peur. On a l'impression que les gens se sentent agressés donc ils agressent avant d'être agressés. »

Anne, 48 ans, Villers-lès-Nancy (Identitaires)

Couplée avec la frustration du sentiment de concurrence et la sensation d'être en décalage avec le monde tel qu'il est (« L'humour a changé, ça ne me fait plus rire »), cette peur se mue en une défiance qui gagne tous les domaines de leur vie et structure profondément leur vision du monde. Cette défiance est patente vis-à-vis des médias et des politiques. Elle induit aussi une suspicion sur les résultats du scrutin (« On ne sera jamais sûrs à 100 % ») et se décline plus largement envers toutes formes d'institutions et d'intermédiaires – jusqu'aux responsables associatifs, et même jusqu'à la personne proche à laquelle on pourrait confier sa procuration :

« J'aurais pu faire une procuration, mais je ne suis pas d'accord sur le principe : le vote n'est plus anonyme, on doit l'annoncer à quelqu'un. Et puis, qu'est-ce qui me dit qu'elle ne va pas changer mon vote ? »

Laurence, 60 ans, Bourget-en-Huile (Identitaires)

Pourquoi n'ont-ils pas voté pour un des candidats d'extrême droite ? Si l'on ne peut faire confiance à personne, on ne peut a fortiori pas se fier au personnel politique. Et au-delà des réserves qu'ils expriment sur chacun des candidats, la raison de fond s'exprime dans cette remarque qui témoigne de l'ampleur du sentiment de déconnexion de la politique :

« On est trop petits. C'est comme quand on va à la boucherie ou à la CAF, on prend un numéro et c'est tout. »

Anne, 48 ans, Villers-lès-Nancy (Identitaires)

Quels remèdes attendent-ils à ce sentiment de ne pas compter ? Marqués par l'égoïsme du personnel politique, ils plébiscitent les formes de retour au peuple (le référendum) comme façon de réparer les carences démocratiques. Et lorsqu'on leur demande quelle personnalité ils admirent

1. « France 2022 : Naviguer en eaux troubles », *op. cit.*, 2022.

pour son engagement pour la société, la réponse (à laquelle tous ont acquiescé) est extrêmement révélatrice du besoin primordial d'être écoutés, de pouvoir s'exprimer :

« Cyril Hanouna. Son émission est ouverte, il donne la parole aux gens. Et il a le cœur sur la main, il fait des dons. Il n'y en a pas beaucoup, des gens comme lui. »
Stéphanie, 45 ans, Paris (Identitaires)

La recherche en psychologie a établi un lien entre l'auto-censure sur les sujets moraux et l'érosion de la confiance. Défi majeur, dans une démocratie, de permettre à ces personnes de s'exprimer, sans cautionner et amplifier l'expression du racisme et du rejet d'autrui.



Les Libéraux optimistes : les primo-abstenants exigeants

Se considérant comme chanceux, bien que certains aient des revenus très modérés, ils revendiquent leur culture de l'effort, qu'ils soient auto-entrepreneurs ou mamans de jeunes enfants.

« Il y a les gens qui se plaignent de tout ce qui est fait, et ceux qui font avec. »

Jonathan, 38 ans, Montigny-lès-Cormeilles (Libéraux optimistes)

« Je pars du principe que c'est moi qui contrôle ma vie, que mes décisions me reviennent. C'est moi qui suis maître de mes décisions et de mes actions, je ne m'en remets pas au politique pour changer ma vie. »

Claire-Cécile, 26 ans, Toulouse (Libéraux optimistes)

Leur abstention au premier tour des élections présidentielles les rend atypiques du groupe auquel ils appartiennent. Pour tous les participants de ce *focus group*, c'était d'ailleurs une première et la plupart indiquent qu'ils envisagent de voter aux législatives, se disant motivés par l'aspect « terrain » du travail des députés. L'attachement à la proximité et le besoin de voir pour croire se conjuguent avec la référence à la valeur travail.

« C'est pour ça que je vote plus au local. Plus on monte dans les strates, plus ce sont des personnes qui n'ont jamais vraiment travaillé, le vrai travail. »

Aurélien, 37 ans, Livron-sur-Drôme (Libéraux optimistes)

Ces actifs bien intégrés, accros à l'information (dont ils regrettent tout de même la propension à être « en boucle »), retiennent de la dernière campagne le trop grand nombre de candidats :

« La pluralité, c'est bien, mais avec douze candidats cela illustre bien la division du pays. »

Basile, 25 ans, Lyon (Libéraux optimistes)

Rationnels, ils considèrent aussi qu'ils n'ont pas eu assez d'information pour effectuer leur choix.

Quelles personnalités apprécient-ils ou aimeraient-ils entendre plus ? Avantage à l'expertise pédagogique, avec Jean-Marc Jancovici. Chez eux, le pragmatisme l'emporte sur la volonté d'un « grand soir ». Ils considèrent leur abstention non pas comme un état de fait, mais comme un choix assumé à un instant T – on pourrait parler d'abstention-sanction.



Les Stabilisateurs : les modérés lassés

Les sujets qui préoccupent les Stabilisateurs abstentionnistes sont liés à leur quotidien : déserts médicaux, éducation, insécurité. Conformément à leurs valeurs, ils déplorent la disparition du civisme et de la politesse.

« Les principes d'éducation, bonjour, au revoir, s'il vous plaît, les bases que les gens ont tendance à oublier. À la base, ce n'est pas à l'école de l'éduquer, ce sont les parents, et les gens ont tendance à se reposer sur les enseignants pour apprendre les choses de la vie alors que ce n'est pas leur rôle d'apprendre le savoir-être au quotidien. »

Léa, 44 ans, Landrévarzec (Stabilisateurs)

Regrettant de ne se reconnaître dans aucun candidat, ce groupe pointe un problème d'offre politique. Modérés et allergiques au conflit, les Stabilisateurs sont lassés par la dégradation du climat politique : beaucoup plus que les autres, ils déplorent la violence du débat public et de la campagne qui, à leurs yeux, discrédite le personnel politique.

« J'étais un peu lassé de tout ce qu'on a pu voir, leur façon de faire, toujours à avoir des échanges virulents, toujours à se critiquer les uns les autres... J'ai préféré ne pas me déplacer dans les urnes. »

Sébastien, 39 ans, Toul (Stabilisateurs)

Délaissant progressivement le suivi de l'actualité, jugée trop anxiogène, ils se réfugient dans la construction d'un cocon privé qui les protège de la violence du monde extérieur. Ces Stabilisateurs abstentionnistes se distinguent du segment auquel ils appartiennent par un faible degré d'engagement : les Stabilisateurs sont habituellement les champions du bénévolat, de l'entraide et des réunions de quartier. Silence radio, chez ceux-ci, lorsqu'on les interroge sur leurs engagements personnels.

Ce point souligne la corrélation, mise en évidence dans les études de Destin Commun, entre l'engagement à titre individuel et la propension à avoir confiance dans le collectif, au niveau local, mais aussi à l'échelle du pays et des institutions. Ici, un faible degré d'engagement personnel correspond à une perte de confiance vis-à-vis de la politique et des élus.



Les Militants désabusés : la douloureuse désillusion

Pour ce groupe ancré dans l'attachement aux valeurs républicaines, le fait de ne pas voter scelle un constat d'échec très douloureux : celui de la perte de foi en la politique et en sa force de changement. Le vote, qui a longtemps fait partie de leur éducation et de leur habitus, est désormais considéré comme inutile. La plupart d'entre eux expriment un sentiment de culpabilité en pensant à leur abstention. Profondément inquiets du réchauffement climatique, de la dégradation des services publics et du creusement des inégalités, ils regrettent que la dernière campagne présidentielle n'ait pas permis d'aborder les sujets importants, au profit d'une politique-spectacle qu'ils dénoncent avec véhémence :

« C'était plus une mascarade, un *show* télévisuel qu'une élection présidentielle. C'était une farce, une vaste illusion. »

Lukas, 31 ans, Le Perreux-sur-Marne (Militants désabusés)

Chez eux, la confiance a été brisée par ce qu'ils décrivent comme le mensonge permanent en politique. Sans réforme profonde du système démocratique qui permette une meilleure représentation des citoyens, ils ne reviendront pas dans le jeu électoral.

« **Aller voter pour des représentants du peuple qui n'en sont pas, c'est devenu impossible pour moi.** »

Laurent, 58 ans, Phalempin (Militants désabusés)

Comme d'autres, ils expriment le besoin de voir les élus en action, sur le terrain, et plébiscitent les initiatives de développement social local. Agacés par le rejet de l'étiquette Nupes par le ministère de l'Intérieur, partagés sur le personnage de Jean-Luc Mélenchon, ils n'ont pas encore décidé s'ils iraient voter ou pas aux élections législatives.



Les Attentistes : du détachement au renoncement

Fanatiques de bricolage, de brocantes et d'émissions de cuisine, plus préoccupés par leurs enfants et leurs animaux de compagnie que par les grands enjeux collectifs, ils se sont peu à peu résignés à ne plus rien attendre du politique : ils invoquent un sentiment d'inutilité du vote pour justifier leur désengagement. La dernière campagne présidentielle, brouillonne, pas au niveau, n'a fait que confirmer leur jugement :

« **J'ai abandonné le vote, tout ça. Dans tous les cas, je me dis qu'il faudra subir, dans le positif comme dans le négatif.** »

Claire, 34 ans, Nantes (Attentistes)

Le sentiment diffus d'incertitude ambiante les pousse à se recroqueviller encore plus sur leur cocon. Même les grands drames internationaux, comme l'Ukraine, sont ramenés au souci de leurs proches :

« J'ai les mêmes inquiétudes sur ce qui est conflit proche, surtout à l'époque où on est tous dispatchés partout. En cas de problème, je me demande comment on fait et comment on se protège. »

Tony, 44 ans, Montpellier (Attentistes)

Chez eux, la réponse à l'incertitude et à la complexité est une défiance teintée de complotisme, dont témoigne ce dialogue :

« J'ai été faire mes courses tout à l'heure et l'huile de tournesol, je peux vous dire que les rayons sont pleins. Ça me fait rire quand ils parlent de pénurie. Ça prouve bien qu'ils essaient de forcer le destin sur certains trucs. »

– Je pense que le gouvernement donne ses instructions quand même.

– Ah oui, tout à fait.
– Ils ont peut-être peur d'un renouveau "gilets jaunes". »
Claire, 34 ans, Nantes,
et Sylvie, 60 ans, Saint-Jean-de-Moirans (Attentistes)

Toujours dans un mécanisme d'auto-protection et de préservation de leur équilibre, ils expriment aussi un certain relativisme sur le changement climatique :

« Je ne suis pas alarmiste, il y a déjà eu des cycles comme ça dans l'histoire de la planète. Même si ça me préoccupe, je n'ai pas non plus envie de vivre à la bougie. »
Mathieu, 33 ans, Rouen (Attentistes)

Les études de Destin Commun confirment que les Attentistes sont les plus enclins à nier la cause anthropique du changement climatique (31 % versus 20 % en moyenne)¹.

À leur tour, ils ont fini par être saisis d'une immense inquiétude vis-à-vis de leur situation personnelle, qui ne tient qu'« à un fil ». Préoccupés par la disparition de la classe moyenne à laquelle ils se sentaient appartenir, ils souhaiteraient voir des élus beaucoup plus proches de leurs concitoyens.



Les Laissés-pour-compte : les abandonnés abandonnent

Ce groupe a le vif sentiment d'être abandonné par un monde politique qui est de toute façon tellement éloigné de leur vie qu'il ne pourra jamais vraiment les aider. Le quotidien est profondément vécu comme une « galère », comme une suite interrompue de grands problèmes (handicap, perte d'emploi) et de petits tracassés auxquels ils ont le sentiment d'être seuls et démunis pour les affronter.

« J'ai le sentiment de me battre continuellement contre des moulins à vent, c'est compliqué. »
Bénédicte, 58 ans, Bruz (Laissés-pour-compte)

Chez eux aussi, face à l'incertitude et à la complexité, la défiance peut se muer en un scepticisme qui confine au complotisme :

« L'Ukraine, elle a bon dos. On dirait que l'Ukraine, elle produit tout, en fait, parce qu'à chaque fois que quelque chose augmente, on dit "C'est l'Ukraine". »
Bénédicte, 58 ans, Bruz (Laissés-pour-compte)

Révoltés par le passe vaccinal, plusieurs se disent sympathisants des « gilets jaunes », ou avaient participé à des manifestations. Ils citent d'ailleurs le traitement positif des « gilets jaunes » comme une des raisons pour lesquelles ils apprécient *Russia Today*.

« C'est très intéressant, leur vision du conflit ukrainien. Ils ne sont pas complaisants avec l'État. »
Christophe, 40 ans, Tours (Laissés-pour-compte)

Leurs références politiques témoignent d'une certaine sympathie pour les dirigeants autoritaires, de Poutine à Xi Jinping, qui « voient loin ».

Se sentant abandonnés, les Laissés-pour-compte ont à leur tour lâché la rampe : à part leur cercle amical et familial, personne ne les inspire, ils ne suivent aucune personnalité sur les réseaux sociaux. Leur repli est vécu comme un retrait, un effacement du monde extérieur.

Les reproches qu'ils font aux politiques témoignent de l'importance de l'ancrage dans les réalités quotidiennes (référence au pain au chocolat), mais aussi de leur très forte sensibilité à l'honnêteté. À cet égard, l'affaire Cahuzac a constitué un tournant dans leur éloignement de la politique.

Leur chaîne YouTube préférée, dans un effet miroir, résume leur état d'esprit : « Et tout le monde s'en fout ». Et leur rupture avec le monde politique semble sans retour :

« Il y a quelques années, j'avais déchiré ma carte d'électeur. »
Bénédicte, 58 ans, Bruz (Laissés-pour-compte)

1. « France 2022 : Naviguer en eaux troubles », *op. cit.*, 2022.

Les abstentionnistes et l'écologie

En dernière partie de chaque *focus group*, nous avons voulu sonder les abstentionnistes sur ce qui constitue à la fois l'un des défis collectifs majeurs de nos sociétés, un des rares sujets qui peuvent constituer la matrice d'un nouveau projet commun, mais aussi probablement l'une de ses zones de friction les plus importantes : l'écologie.

Préoccupation unanime, déception politique générale

À première vue, on aurait pu penser que les abstentionnistes seraient plus climato-sceptiques ou moins engagés dans la transition écologique. Il n'en est rien : comparés à la population générale, les abstentionnistes ne sont ni moins sensibles, ni moins inquiets sur ce sujet, ni même moins mobilisés dans leur vie quotidienne.

« Quand même, il en va de ce qu'on va laisser à nos enfants. Il faut tout faire pour leur laisser une planète propre, moins polluée. »

Sylvie, 60 ans, Saint-Jean-de-Moirans (Attentistes)

« L'environnement, c'est la vie, c'est ce qui devrait être le plus important. »

Henriette, 63 ans, Nîmes (Laissés-pour-compte)

« Les *boomers*, pendant la période des Trente Glorieuses, ils n'ont connu que les 4P : Prospérité, Paix, Plein emploi et Progrès. Quand je pense à mon fils et au monde à +3°C dans lequel il va devoir vivre... »

Christophe, 40 ans, Tours (Laissés-pour-compte)

Chez les Stabilisateurs, cinq interrogés sur six mentionnent spontanément (et dès la première question) l'écologie ou l'environnement comme sujet d'inquié-

tude. Ils sont trois sur six chez les Libéraux optimistes, deux sur six chez les Attentistes et un sur six chez les Laissés-pour-compte. Seuls les Identitaires ne mentionnent pas spontanément le sujet.

On note une très forte incompréhension, voire une sidération, de la part d'abstentionnistes qui sont très conscients de l'importance du sujet de la transition écologique, mais constatent une forme d'inaction des politiques sur ce sujet :

« Ce qui me perturbe, c'est l'inaction de nos politiques dans ce domaine. Ils cherchent toujours à utiliser l'environnement pour être élus, et après ils n'en font pas grand-chose. Prenez le glyphosate : je croyais qu'il avait été interdit, et j'ai appris que non. »

Sébastien, 39 ans, Toul (Stabilisateurs)

Cet élément est à double tranchant : d'un côté, cela renforce leur rejet du système politique, incapable d'être à la hauteur des enjeux du siècle. Dès lors, l'écologie devient une énième illustration de l'impuissance du personnel politique, en proie à des intérêts plus puissants :

« Pourquoi est-ce que le sujet de l'écologie n'avance pas ? Parce que ça n'arrange pas tout le monde, derrière il y a de gros enjeux économiques. »

Yazid, 25 ans, Lyon (Stabilisateurs)

« J'ai l'impression que les lobbys reprennent le dessus à chaque fois. C'est ce qui s'est passé avec le glyphosate : ils influencent, et on se retrouve avec un produit toxique encore en place. »

Constance, 30 ans, Vendeuil-Caply (Stabilisateurs)

D'un autre côté, la perception du danger du réchauffement climatique accrédite l'idée qu'une proposition écologique sérieuse pourrait les ramener au vote :

« Je pourrais être amené à voter pour un candidat écolo, au moins à l'échelle locale. »

Yazid, 25 ans, Lyon (Stabilisateurs)

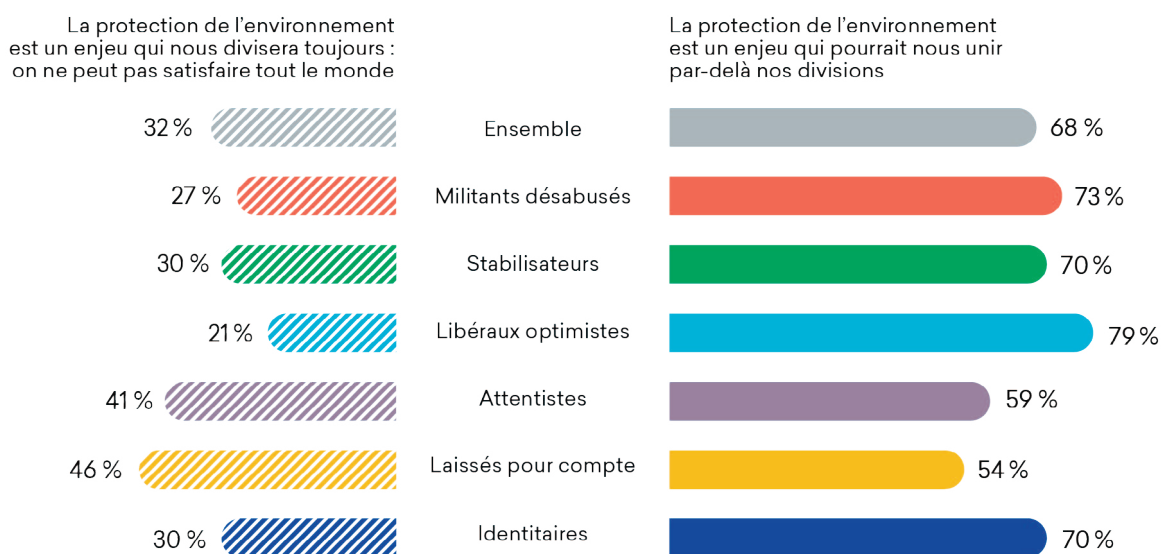
« On voit tellement que la planète se délite, dans ces conditions on pourrait se dire : pourquoi ne pas se tourner vers les écolos ? »

Henriette, 63 ans, Nîmes (Laissés-pour-compte)

In fine, ces différents éléments confirment ce que de précédentes études de Destin Commun avaient éta-

bli : l'écologie est l'un des rares sujets qui peut encore rassembler les Français, y compris ceux qui ont renoncé à voter. « Dans le récit collectif à écrire, la transition écologique ouvre des perspectives plus qu'elle n'en ferme. Elle n'est pas un objet de crispation, mais plutôt de projection¹. »

Figure 4. L'écologie, par-delà nos divisions



Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?
Source : Destin Commun (2019)

La transition écologique : des divergences sur l'approche

Une première divergence d'approche concerne la responsabilité de l'action (individuelle/ collective) : est-ce à tout un chacun d'œuvrer au quotidien, ou est-ce que la vraie action efficace n'appartient qu'aux acteurs plus importants (entreprises, politiques, institutions internationales) ?

Conformément à leur orientation plutôt individualiste, les Libéraux optimistes et les Attentistes penchent pour la première option (responsabilité micro), en citant d'ailleurs en référence le film *Demain* (Cyril Dion et Mélanie Laurent, 2015)

tandis que les Laissés-pour-compte privilégient la seconde (responsabilité macro) :

« Chacun peut changer les choses à son échelle et dans son quotidien. »

Basile, 25 ans, Paris (Libéraux optimistes)

« On essaie de faire ce qu'on peut à notre échelle à nous. Des actes de la vie quotidienne qui peuvent faire leur petit chemin. »

Claire, 34 ans, Nantes (Attentistes)

« Je pense qu'on fait tous plein de choses : on trie nos déchets, on éteint les lumières, on ne gaspille pas l'eau... Est-ce que ce ne serait pas au tour des industriels d'agir ? »

Béatrice, 42 ans, Conches-en-Ouche (Laissés-pour-compte)

1. « La France en quête : Réconcilier les Français grâce à l'environnement ? », Destin Commun, 2020.

Les Identitaires sont plus partagés entre les deux :

« Il faut inculquer les petits gestes du quotidien : le gaspillage alimentaire, l'eau qui coule, le plastique, le tri des poubelles... À l'école, ça devrait être un cours à part entière, comme le français et les maths. »

Stéphanie, 45 ans, Paris (Identitaires)

« À notre échelle, on ne peut rien faire... après, si les grands nous mettent des moyens à disposition, pourquoi pas, mais si c'est à nous de tout faire, on n'aura pas les moyens. »

Philippe, 55 ans, Urrugne (Identitaires)

Une deuxième divergence d'approche a trait au degré de radicalité nécessaire pour que la transition écologique fonctionne. L'écologie doit-elle cliver ou rassembler ? La question fracture profondément le camp des écologistes eux-mêmes, entre ceux qui prônent une écologie « conciliatrice » avec le productivisme (le « développement durable ») et plus largement l'économie de marché (la « croissance verte »), et ceux qui prônent une écologie « radicale » en rupture avec elle. Illustration de cette tension, la contribution du philosophe Pierre Charbonnier, qui estime que « la stratégie de la communion universelle pour promouvoir la lutte pour le climat », employée notamment par Nicolas Hulot, est « incantatoire et inefficace¹ ». Sur cette question, pas de consensus entre nos abstentionnistes, mais de fortes tendances se dessinent. On constate que la radicalité fait son chemin, même si elle ne convainc pas encore tout le monde.

On n'est pas surpris de trouver des tentations très radicales chez les Laissés-pour-compte, que l'on perçoit dans des discours effondristes voire malthusiens :

« L'enjeu, c'est de faire baisser la population totale. Il existe trois façons : par la guerre, la maladie et la famine. »

Christophe, 40 ans, Tours (Laissés-pour-compte)

La surprise, toutefois, est de constater que quatre Stabilisateurs sur six se prononcent en faveur d'actions radicales – comme si la transition écologique était désormais largement perçue par eux comme une rupture d'équilibre majeure qui nécessite, en retour, une bifurcation majeure :

« Pour moi, la situation est tellement grave qu'on a besoin de radicalité. »

Fabrice, 46 ans, Vénissieux (Stabilisateurs)

« L'écologie devrait rassembler, mais il faut qu'elle soit radicale pour que les choses bougent. »

Jacqueline, 60 ans, Aulnay-sous-Bois (Stabilisateurs)

Chez les Libéraux optimistes, il y a de très fortes dissonances entre ceux qui reprochent aux écologistes de ne pas être dans le réel, et d'autres qui appellent à davantage de radicalité dans les mesures prises – les deux systèmes argumentatifs sont en place, jusqu'à être tenus par la même personne, preuve que le sujet est en train de cheminer au sein de ce groupe :

« Le défaut des programmes écolo, c'est que ça ne fonctionne pas, ça n'entre pas dans la société actuelle. »

Véronique, 50 ans, Lyon (Libéraux optimistes)

« Pour avoir une ville écologique, il faut aller jusqu'au bout et cesser de tourner autour du pot : les zones 30 km/h et les pistes cyclables, ce n'est pas suffisant, il faut avoir les couilles d'enlever les voitures. »

Véronique, 50 ans, Lyon (Libéraux optimistes)

« Le principal défaut des écologistes ? Ils sont utopistes. »

Aurélien, 37 ans, Livron-sur-Drôme (Libéraux optimistes)

« Si on n'arrive pas à imposer aujourd'hui des contraintes légères, dans quarante ans on nous imposera des grosses contraintes. »

Jonathan, 38 ans, Montigny-lès-Cormeilles (Libéraux optimistes)

Les Attentistes et les Identitaires se positionnent tous deux contre la radicalité écologique, au nom de la préservation du confort de leurs habitudes pour les uns, et d'aspirations unitaires pour les autres :

« Il ne faut pas que ça soit radical. On est dans un pays qui n'accepte pas les passages en force. Mieux vaut être plus conciliant et s'écouter les uns les autres. »

Nathalie, 52 ans, Tours (Attentistes)

« Il faut que l'écologie rassemble, sinon ça ne marchera pas. Le passage en force ne marche jamais. »

Henri, 67 ans, Paris (Identitaires)

1. « On peut même craindre que cette stratégie soit contre-productive. Et s'il en va ainsi, c'est parce qu'elle occulte une vérité un peu plus inconfortable : l'écologie nous divise bien plus qu'elle nous rassemble [...]. Nous devons identifier avec qui et contre qui nous sommes dans cette bataille, quels attachements et quels assemblages entre institutions, machines, pouvoirs, milieux, nous voulons », Pierre Charbonnier, « L'écologie ne nous rassemble pas, elle nous divise », *Le Monde*, 14 mai 2020.

De la préoccupation à l'engagement : les freins à lever

Comment faire pour que l'écologie passe d'une préoccupation unanime à un engagement solide et durable, qu'il se traduise par un choix de vote, ou d'autres formes de mobilisation ? Nous avons identifié un certain nombre de freins qui ont aussi bien trait à la transition écologique elle-même qu'à la perception « des écologistes ».

Premier frein, sans surprise : la question du coût nécessaire pour embrasser un mode de vie plus responsable – un aspect particulièrement mentionné par les Attentistes et les Laissés-pour-compte :

« C'est toujours une question d'argent. Pourquoi est-ce qu'on n'achète pas une voiture électrique ? Parce qu'on ne peut pas claquer 33 000 euros. Pourtant, il y en a, des gens qui voudraient bien éviter de payer l'essence. »
Nathalie, 52 ans, Tours (Attentistes)

« **Après, si un politique venait me voir pour me dire : "L'environnement, on s'en fout, je double ton pouvoir d'achat", ben moi je dis "go" ! On est tous pauvres...** »
Christophe, 40 ans, Tours (Laissés-pour-compte)

« Personnellement, j'ai rien contre la sobriété, mais je suis déjà très sobre. J'ai pas les moyens d'acheter du bio, d'avoir une voiture électrique, de consommer local. Je fais attention à tout, et je suis déjà ras des pâquerettes niveau financier. »
Tony, 44 ans, Montpellier (Attentistes)

Pour autant, beaucoup d'interrogés font eux-mêmes le lien entre « écologie » et « économies ». Pour beaucoup, le pouvoir d'achat est même le principal déterminant des comportements écoresponsables :

« Il y a plein d'initiatives locales bonnes à prendre pour l'écologie et pour notre pouvoir d'achat. À côté de chez moi, des entreprises proposent des paniers de 10 kg de légumes à 5 euros pour éviter le gaspillage alimentaire : c'est bien pour le budget, et ce sont des choses pas perdues qui ne partent pas à la poubelle. »
Léa, 44 ans, Landrevarezec (Stabilisateurs)

« Si j'investis dans une voiture électrique ou dans l'isolation dans mon logement, il y a un gain financier et un gain pour la planète. »
Mathieu, 33 ans, Rouen (Attentistes)

Sur la perception des hommes et femmes politiques proches de mouvances écologistes, on observe un triple reproche : l'absence d'incarnation, les incohérences entre leurs combats et leur mode de vie, leur déconnexion du réel.

Absence d'incarnation, d'abord. À la question de savoir quelles figures leur viennent spontanément en tête lorsqu'il s'agit d'incarner le combat écologique, on ne peut qu'être frappés de ne retrouver quasiment que des personnalités vintage : José Bové (« Quelqu'un d'habité, qui se battait pour les bonnes raisons » dicit Fabrice, 46 ans, Vénissieux, Stabilisateurs), le commandant Cousteau (cité par Jonathan, 38 ans, Montigny-lès-Cormeilles, Libéraux optimistes) et même Dominique Voynet. Outre Nicolas Hulot (mentionné une demi-douzaine de fois), qui jouit encore d'un statut à part, aucune personnalité politique écolo contemporaine n'émerge. Pire, les personnalités actuelles n'inspirent aucun enthousiasme :

« Jadot, pour moi, il n'a pas de prestance. Il faut de la carrure pour porter les sujets écologiques. Il manque d'identité, comme Eva Joly. »
Aurélien, 37 ans, Livron-sur-Drôme (Libéraux optimistes)

Outre les politiques, ce sont des scientifiques (Jean-Marc Jancovici), des activistes (Greta Thunberg, beaucoup citée, mais très clivante) et des ONG (Greenpeace, Sea Shepherd) qui sont mis en avant. Très peu de marques engagées ressortent en spontané. Au travers de la dénonciation du *greenwashing*, on retrouve vis-à-vis des entreprises la même défiance constatée vis-à-vis des politiques.

« Franchement, dire "on a planté 500 millions de fleurs" comme Yoplait, c'est du *greenwashing*, c'est insupportable. »
Christophe, 40 ans, Tours (Laissés-pour-compte)

Incohérences, ensuite. Beaucoup sont tentés de pointer leur manque d'exemplarité, tandis que d'autres semblent parfaitement renseignés sur les moindres détails de la vie des puissants. Ce qui frappe ici, c'est la coexistence entre certains reproches très légitimes et d'autres dont la pertinence est relativisée par le caractère peu réaliste, comme l'usage du téléphone portable. Si l'attente d'exemplarité vis-à-vis des politiques dans leur ensemble existe, la barre est

encore bien plus haute – voire inatteignable – pour les écologistes.

« Les écolos, vous les voyez en grosse voiture, avec un téléphone portable, et ça se dit contre le nucléaire... »

Laurence, 60 ans, Bourget-en-Huile (Identitaires)

« Nicolas Hulot ? Pour son mariage, il a fait atterrir un hélicoptère sur la plage de Saint-Malo ! Dominique Voynet ? Elle faisait tourner la clim' pour ne pas suer pendant ses réunions ! »

Bénédicte, 58 ans, Bruz (Laissés-pour-compte)

Déconnexion du réel, ensuite. Si on reconnaît aux écologistes le courage de leurs convictions, on leur reproche d'être des « utopistes » incapables de s'adapter au monde tel qu'il est :

« Les écolos, c'est pas possible en fait, ils ne voudraient que des voitures électriques et des vélos... il y a des choses qui ne peuvent pas être mises en place. »

Sylvie, 60 ans, Saint-Jean-de-Moirans (Attentistes)

Un consensus traverse les six segments sur les points bloquants de la transition écologique : à la question de savoir ce à quoi ils auraient le plus de mal à renoncer dans leur vie au nom de la lutte contre le changement climatique, on retrouve les transports – l'avion, associé aux voyages, et la voiture, associée à la liberté –, l'alimentation (la viande) et, de façon plus marginale, la consommation (un Libéral optimiste cite « les vêtements *made in China* »).

Une idée ressort beaucoup, celle de l'écologie politique comme repoussoir, assortie de l'opinion selon laquelle les partis politiques écologistes ne devraient pas avoir le monopole de l'écologie :

« Tous les partis devaient être écolos. L'écologie devrait être insufflée dans tous les partis, sans jamais être cantonnée à un seul mouvement trop extrémiste. »

Mathieu, 33 ans, Rouen (Attentistes)

« L'écologie, ça ne devrait pas être quelqu'un pour lequel on vote, c'est d'abord une manière de vivre. Il ne faut pas que ça soit un mouvement politique. »

Arnaud, 35 ans, Charvieu-Chavagneux (Laissés-pour-compte)

Sur ce dernier point, on rejoint l'intuition de Jean-Laurent Cassely, qui estime que c'est « en passant du statut de doctrine politique à celui de style de vie » que « l'écologie a su rendre valorisante la participation de chacun à la lutte contre le réchauffement climatique¹ ». Les exemples de la gastronomie et de la mode, capables d'embrasser une forme non rigoureuse et enthousiasmante de l'éco-responsabilité, incitent plutôt à l'optimisme : il se peut que ce soit par la consommation que l'écologie parvienne à renverser ce stigmate de déconnexion du réel.

1. Jean-Laurent Cassely, « L'écologie politique comme style de vie », *L'Express*, 27 juillet 2020.

Pistes d'action

En nous appuyant sur les inquiétudes, les tensions et les mécontentements exprimés, nous avons identifié une série de pistes d'action pour tout à la fois lutter contre l'abstention et faire de la transition écologique une matrice de commun, y compris pour ceux qui se tiennent à l'écart de la vie démocratique.

Lutter contre l'abstention

Un choc de simplification du vote

1. Rendre automatique le changement de bureau de vote en cas de déménagement.
2. Simplifier la procédure de la procuration : l'exigence du passage en gendarmerie intimide et dissuade.

Médias, faites aimer la politique

3. Repenser les formats de monstration de la politique à la télévision, en ciblant, non plus seulement les participants à la vie politique, mais aussi les non-participants. Si les abstentionnistes se sont depuis longtemps détournés des émissions politiques traditionnelles, c'est qu'ils ont le sentiment qu'elles n'ont pas été créées pour eux.
4. Contre la « politique du ricanement », soutenir le service public de l'information, plus susceptible de présenter des points de vue divers et donc de réduire les inégalités dans le rapport à l'information et l'intérêt pour la politique.

5. Mener la bataille pop culturelle autour de la politique, pour construire un imaginaire de désirabilité : « J'avais beaucoup aimé la série danoise Borgen, elle donnait envie de s'intéresser à la politique », Anne-Claire, 32 ans, Ballan-Miré (Libéraux optimistes).

De l'éducation civique à l'éducation à la démocratie

6. Dans les écoles, réformer en profondeur le contenu de l'éducation civique, trop souvent cantonnée au seul apprentissage des institutions ou au civisme élémentaire consistant à « ne pas jeter de papiers par terre » (exemple souvent cité), pour construire une vraie éducation à la démocratie. Cette dernière aurait pour objectif de donner des clés de compréhension du monde aux futurs citoyens, en incluant par exemple une éducation à l'information, une éducation à l'image, une éducation à l'environnement.

Les institutions incarnées

7. En fin de troisième, tous les élèves de France doivent avoir eu l'occasion de se rendre à l'Assemblée nationale ou au Sénat, ou de recevoir dans leur école un élu ou ancien élu national pour une séance de questions-réponses.

Faciliter la participation citoyenne

8. Systématiser les consultations en ligne pour les projets et propositions de lois, ou en présentiel pour les projets territoriaux.

Accompagner la transition écologique

La pédagogie, ce n'est pas fini

9. Relancer et actualiser la pédagogie autour de la lutte contre le réchauffement climatique : chez les abstentionnistes notamment, un certain nombre de personnes sont restées bloquées dans un référentiel de l'éco-responsabilité des années 1990 (éteindre les lumières et l'eau quand on se brosse les dents, trier ses déchets). Il faut une pédagogie des ordres et de grandeur et des priorités, adaptée aux enjeux contemporains (bilan carbone, etc.).

Lutter contre les irritants

10. Face au sentiment d'impuissance, adopter la posture du coach. Plutôt que de réclamer, voire

imposer de façon verticale des changements nécessaires dans nos façons de vivre, les politiques pourraient embrasser une posture plus horizontale et empathique du « coach » (Denis Maillard parle d'un « État-tutos ») jouant le rôle de partenaire dans l'accompagnement à la transition écologique qui, si elle est plébiscitée par les Français, n'est pas toujours facile à intégrer au quotidien¹.

Faire de l'écologie intégrée

11. L'environnement ne deviendra jamais le premier sujet de préoccupation des Français. Les enjeux de pouvoir d'achat, de santé, d'éducation, perçus comme plus pressants au quotidien, seront toujours prioritaires. Dès lors, l'enjeu est de partir des préoccupations des Français pour les « verdier », en montrant que la lutte contre le réchauffement climatique ne s'oppose pas aux autres sujets de préoccupation.

1. C'est l'exemple de Leclerc qui, dans une campagne publicitaire datant de février 2020, met en scène des Français qui tentent péniblement d'adopter les bonnes pratiques. Le spot se termine sur cette phrase, illustrant le positionnement de marque-coach : « Ce n'est pas si facile de changer ses façons de consommer. Mais comptez sur nous pour vous aider. »

Table des matières

03	Introduction
07	Les raisons de l'abstention
08	La perte de foi
11	Les carences démocratiques
12	Le fossé
14	L'éthos
15	Le paysage mental des abstentionnistes
15	Le grand malaise
17	Le grand repli
22	Une nouvelle typologie des abstentionnistes
27	Les abstentionnistes et l'écologie
27	Préoccupation unanime, déception politique générale
28	La transition écologique : des divergences sur l'approche
30	De la préoccupation à l'engagement : les freins à lever
33	Pistes d'action
33	Lutter contre l'abstention
34	Accompagner la transition écologique

Collection dirigée par Gilles Finchelstein et Laurent Cohen

© Éditions Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes – 75009 Paris

www.jean-jaures.org

Derniers rapports et études :

05_2022 : Une occasion manquée. Retour critique sur la campagne présidentielle de Yannick Jadot
Denis Pingaud

05_2022 : Plaidoyer pour une macrorégion euroméditerranéenne
Nora Mebarek

05_2022 : Les LGBTIphobies au prisme de l'application FLAG!
Flora Bolter, Denis Quinqueton, préface de Johan Cavirot

05_2022 : Réinvestir la psychiatrie : une urgence sanitaire, un défi démocratique
Boris Nicolle

04_2022 : Le dossier Le Pen. Idéologie, image, électorat
Collectif

04_2022 : L'égalité femmes-hommes dans la presse quotidienne régionale : quel traitement médiatique durant les campagnes présidentielles ?
Collectif

03_2022 : Les peuples européens derrière l'Ukraine
Gilles Finchelstein, Amandine Clavaud, Jérémie Peltier

03_2022 : Les Français veulent une présidence omniprésente
Martial Foucault, Philippe Guibert

03_2022 : L'extrême droite européenne contre les travailleurs. Un dialogue social menacé
Samuel Greef, Alain Olive, Johan Sjölander, Emanuele Toscano

03_2022 : Tableau politique de « la France d'après »
Jérôme Fourquet

02_2022 : Temps de travail et temps au travail. Deux enjeux inséparables au cœur du présent
Hélène L'Heuillet, Frédéric Worms, Catherine Pinchaut



@Destin_commun



destin-commun

www.destincommun.fr



[fondationjeanjaures](https://www.facebook.com/fondationjeanjaures)



@j_jaures



[fondation-jean-jaures](https://www.linkedin.com/company/fondation-jean-jaures)



www.youtube.com/c/FondationJeanJaures

www.jean-jaures.org



**Destin
Commun**

More in Common France

Fondation
Jean Jaurès
ÉDITIONS